

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objet de décrire notre performance et de fournir de l'information sur notre situation financière et nos perspectives d'avenir, telles que la direction les perçoit. Nous recommandons au lecteur de le lire en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2021 ainsi qu'avec nos états financiers consolidés et notre rapport de gestion annuels de 2020, puisqu'il vise à les compléter. Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs qui comportent des risques et des incertitudes pouvant faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière importante des résultats annoncés dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs portent notamment sur nos perspectives trimestrielles et sur trois ans, spécifiquement les incidences prévues relatives à notre programme de transformation, et sur nos attentes à l'égard de la conjoncture économique en général (y compris les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur l'économie américaine et mondiale), des tendances du marché, de même que sur leur incidence prévue sur nos secteurs d'activité, ainsi que des rachats d'actions. Pour obtenir de l'information supplémentaire au sujet des énoncés prospectifs, des principales hypothèses et des risques importants qu'ils comportent, veuillez vous reporter aux rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Perspectives » et « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ». Le présent rapport de gestion est en date du 5 août 2021.

Le présent rapport de gestion contient les principales rubriques suivantes :

• Résumé – Un aperçu de nos activités et des faits saillants financiers	3
• Vente de Refinitiv à LSEG – Une analyse de la vente de l'entreprise de Refinitiv à LSEG et de notre participation actuelle dans LSEG	6
• Résultats d'exploitation – Une comparaison entre les résultats de la période écoulée et ceux de la période correspondante de l'exercice précédent	6
• Situation de trésorerie et sources de financement – Une analyse de nos flux de trésorerie et de notre dette	15
• Perspectives – Nos perspectives financières trimestrielles et sur trois ans, y compris les principales hypothèses et les risques importants	21
• Transactions entre parties liées – Une analyse des transactions avec The Woodbridge Company Limited (« Woodbridge »), actionnaire majoritaire et contrôlant	24
• Événements postérieurs à la date de clôture – Une analyse des événements importants qui se sont produits après le 30 juin 2021 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion	24
• Changements touchant les méthodes comptables – Une analyse des changements apportés à nos méthodes comptables	24
• Estimations comptables et jugements critiques – Une analyse des estimations et des jugements critiques formulés par notre direction pour l'application des méthodes comptables	25
• Renseignements supplémentaires – D'autres informations obligatoires à fournir	25
• Annexes – Des informations supplémentaires	27

Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes « nous », « nos », « notre », la « société » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à nos filiales.

Base de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en dollars américains conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesures financières non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, nous analysons nos résultats sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Nous utilisons des mesures non conformes aux IFRS à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne et dans le cadre de l'établissement de nos perspectives commerciales. Nous sommes d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettent une meilleure analyse de notre rendement. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs, et elles ne devraient donc pas être considérées comme un substitut aux mesures du rendement financier calculé selon les IFRS.

Nos mesures financières non conformes aux IFRS comprennent :

- le BAIIA ajusté et la marge connexe;
- le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et la marge connexe;
- le résultat ajusté et le résultat ajusté par action;
- la dette nette et notre ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté;
- les flux de trésorerie disponibles.

Nous présentons également les variations de nos produits des activités ordinaires, de nos charges d'exploitation, de notre BAIIA ajusté et de la marge connexe, ainsi que de notre résultat ajusté par action, avant effet du change ou en « devises constantes ». Ces mesures excluent la distorsion qu'entraîne l'incidence des fluctuations du change afin d'améliorer la comparabilité des tendances que nos entreprises affichent d'une période à l'autre. Pour permettre une analyse plus poussée de la croissance des produits des activités ordinaires de nos entreprises actuelles en devises constantes, nous présentons la croissance interne des produits des activités ordinaires (définie dans le glossaire ci-après et à l'annexe A).

Il y a lieu de se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir une description des mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et des raisons pour lesquelles, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance, notamment de notre capacité à générer des flux de trésorerie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » ainsi qu'à l'annexe B du présent rapport de gestion pour des rapprochements de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Glossaire – Termes clés

Nous utilisons dans le présent rapport de gestion les termes suivants :

Terme	Définition
3 grands secteurs	Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité
consortium de Blackstone	The Blackstone Group et ses filiales ainsi que les fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone
pb	Points de base – un point de base correspond à 1/100 ^e de 1 %; 100 pb équivalent à 1 %.
programme de transformation	Initiative sur deux ans qui vise à transformer notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et la faire passer de fournisseur de contenu à société technologique de premier plan axée sur le contenu
devises constantes	Mesure non conforme aux IFRS établie en appliquant les mêmes taux de change à la période considérée et à la période correspondante de l'exercice précédent
COVID-19	Nouvelle souche de coronavirus qui a été qualifiée de pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé en mars 2020
RPA	Résultat par action
secteur Activités financières et risque	Notre ancien secteur Activités financières et risque, qui correspond maintenant à l'entreprise Refinitiv de LSEG
LSEG	London Stock Exchange Group plc
s. o.	Sans objet
n. s.	Non significatif
croissance interne	Mesure non conforme aux IFRS reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles, en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives.
Refinitiv	Notre ancien secteur Activités financières et risque, qui est maintenant l'entreprise Refinitiv de LSEG. Nous détenons une participation de 45 % dans Refinitiv entre le 1 ^{er} octobre 2018 et le 29 janvier 2021.
YPL	York Parent Limited, l'entité détenant les actions de LSEG, détenue conjointement par notre société et le consortium de Blackstone. Un groupe composé de membres actuels et précédents de la haute direction de Refinitiv détient également une participation dans YPL. Toute référence à YPL comprend ses filiales. Jusqu'au 29 janvier 2021, date de la vente de Refinitiv à LSEG, YPL était connue sous la dénomination Refinitiv Holdings Ltd.
\$ et \$ US	Dollars américains

Résumé

La société

Thomson Reuters est un fournisseur de services d'information pour entreprises de premier plan. Nos produits comprennent des logiciels et des outils hautement spécialisés axés sur l'information et destinés aux professionnels du droit, de la fiscalité, de la comptabilité et de la conformité, ainsi que ceux de Reuters, l'agence de presse dont la présence est la plus importante à l'échelle internationale.

Nous réalisons la plus grande partie de notre chiffre d'affaires en vendant de l'information et des solutions logicielles à nos clients, principalement au moyen de services électroniques et d'abonnements. Nos solutions conjuguent nos connaissances approfondies du domaine avec des logiciels et des outils d'automatisation de pointe. Nous croyons que nos solutions de gestion des flux de travaux rendent nos clients plus productifs en simplifiant leur exploitation, ce qui leur permet de se concentrer sur des activités de plus grande valeur. Un grand nombre de nos clients ont intégré nos solutions dans leur flux de travail, ce qui nous permet d'enregistrer un taux de fidélisation élevé. Nous sommes d'avis que beaucoup de clients font confiance à Thomson Reuters en raison de notre feuille de route de fiabilité, de notre compréhension approfondie de leurs activités et de leurs secteurs d'activité, et du fait que nous leur fournissons des services sur lesquels ils peuvent compter pour naviguer dans un monde numérique de plus en plus complexe et en constante évolution. Au fil des ans, notre modèle d'entreprise nous a permis d'utiliser judicieusement notre capital, de générer de la trésorerie, de conserver notre position de leader et de tirer parti de nos possibilités de croissance sur nos segments de marché de prédilection.

Nous comptons cinq secteurs à présenter soutenus par le siège social :



Professionnels du droit

Ce secteur propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales. Son offre est axée sur des services de recherche en droit conviviaux propulsés par des technologies de pointe et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.



Grandes sociétés

Ce secteur propose aux entreprises clientes, tant des petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, la gamme complète des solutions technologiques de contenu que nous offrons à l'intention de leurs professionnels du droit, de la fiscalité, de la réglementation, de la conformité et des TI à l'interne.



Fiscalité et comptabilité

Ce secteur propose aux professionnels en fiscalité, en comptabilité et en audit des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets du monde, qui sont servis par notre secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux axés sur des solutions fiscales conviviales et des solutions de gestion automatisée des processus fiscaux.



Reuters News

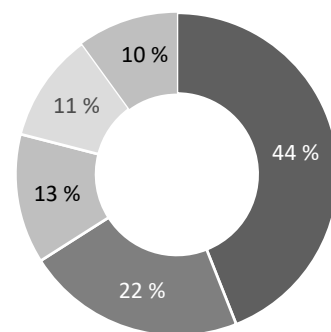
Ce secteur est un fournisseur de nouvelles économiques, financières, nationales et internationales à l'intention des professionnels par l'intermédiaire de terminaux de bureaux, notamment par Refinitiv, de groupes de médias du monde entier et d'événements sectoriels et directement aux consommateurs.



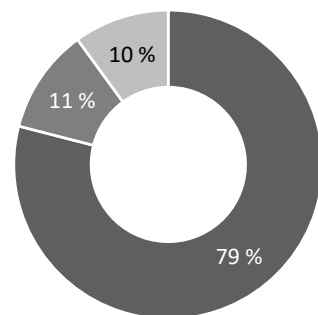
Publications mondiales

Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

Produits des activités ordinaires
du deuxième trimestre de 2021



- Professionnels du droit (44 %)
- Grandes sociétés (22 %)
- Fiscalité et comptabilité (13 %)
- Reuters News (11 %)
- Publications mondiales (10 %)



- Produits récurrents (79 %)
- Transactions (11 %)
- Publications mondiales (10 %)

Le siège social assure la gestion centralisée des activités commerciales et technologiques, notamment celles visant nos capacités de vente, l'expérience client numérique et l'élaboration de produits et de contenus. Il assure également la gestion centralisée de diverses fonctions telles que les finances, le contentieux et les ressources humaines. Les coûts liés à notre programme de transformation sont comptabilisés au sein du siège social.

Faits saillants financiers

Les résultats du deuxième trimestre ont dépassé les perspectives commerciales que nous avons communiquées en mai 2021; notre société est donc en très bonne position pour le reste de l'exercice et 2022. Ces résultats reflètent la confiance de nos clients à l'égard dans l'amélioration tant du contexte économique que de leurs perspectives. Cette dynamique a pour nous un effet bénéfique, car nos clients dépensent pour des produits et des solutions qui s'adaptent à leurs flux de travail et améliorent leur vie professionnelle en rapide évolution. Nous poursuivons l'exécution de notre programme de transformation, annoncé en février 2021, visant la transition de notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et son passage de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu. Se reporter à la rubrique « Programme de transformation » du présent résumé pour un complément d'information.

Le 5 août 2021, nous avons annoncé nos perspectives pour le troisième trimestre. À la lumière de notre performance au premier semestre et de la confiance que nous avons dans la trajectoire de notre entreprise pour le deuxième semestre de l'exercice, nous avons également révisé à la hausse nos perspectives pour la société dans son ensemble et les 3 grands secteurs pour l'exercice 2021 complet en ce qui a trait à la croissance des produits des activités ordinaires, à la marge du BAIIA ajusté et aux flux de trésorerie disponibles. Nous avons confirmé les autres mesures liées à nos perspectives pour l'exercice 2021 complet ainsi que les perspectives pour 2022 et 2023 que nous avons antérieurement communiquées en février 2021. Se reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

Le 5 août 2021, nous avons annoncé notre intention de racheter nos actions ordinaires à concurrence de 1,2 G\$. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

Résultats consolidés

	Trimestres clos les 30 juin			
			Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	2021	2020	Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	1 532	1 405	9 %	
Bénéfice d'exploitation	316	365	(14) %	
Résultat dilué par action	2,15 \$	0,25 \$	n. s.	
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	462	422	10 %	
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾				
Produits des activités ordinaires	1 532	1 405	9 %	7 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				7 %
BAIIA ajusté	502	479	5 %	5 %
Marge du BAIIA ajusté	32,7 %	34,1 %	(140) pb	(70) pb
Résultat ajusté par action	0,48 \$	0,44 \$	9 %	9 %
Flux de trésorerie disponibles	379	305	25 %	

Résultats financiers supplémentaires pour les 3 grands secteurs pris collectivement : Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité

	Trimestres clos les 30 juin			
			Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2021	2020	Total	Devises constantes
Mesures financières non conformes aux IFRS pour les 3 grands secteurs¹⁾				
Produits des activités ordinaires	1 218	1 117	9 %	7 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				7 %
BAIIA ajusté	487	426	14 %	13 %
Marge du BAIIA ajusté	39,9 %	38,1 %	180 pb	190 pb

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 9 % au total, sous l'effet de la croissance de tous les secteurs d'activité axés sur le client de la société et de l'incidence favorable de 2 % des fluctuations du change. Les produits des activités ordinaires se sont accrus de 7 % en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne, stimulés par la croissance de 5 % des produits récurrents (79 % du total des produits des activités ordinaires), l'accroissement des produits tirés des transactions, de Reuters News et du secteur Publications mondiales, qui ont profité d'une comparaison favorable en regard du deuxième trimestre de 2020 lorsque la pandémie de COVID-19, à ses débuts, a eu des répercussions négatives sur les résultats.

Les produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs (80 % du total des produits des activités ordinaires) ont augmenté de 9 % au total et de 7 % en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires est attribuable à la hausse de 6 % des produits récurrents (88 % des produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs) et à l'augmentation de 17 % des produits tirés des transactions.

Le bénéfice d'exploitation a diminué de 14 %, car les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent rendaient compte de l'incidence très favorable de la réévaluation des bons de souscription détenus antérieurement par Refinitiv. Le BAIIA ajusté, qui ne tient pas compte de la réévaluation des bons de souscription, entre autres éléments, a augmenté puisque la hausse des produits des activités ordinaires a plus qu'annulé l'augmentation des charges d'exploitation, qui comprennent les coûts engagés dans le cadre du programme de transformation. La baisse de la marge du BAIIA ajusté est attribuable à l'accroissement des coûts.

Le résultat dilué par action s'est accru pour passer de 0,25 \$ par action pour la période correspondante de l'exercice précédent à 2,15 \$ par action en raison de la hausse de la valeur de notre participation dans LSGE. Le résultat par action ajusté, dont sont exclues les variations de la valeur de notre participation dans LSEG, et d'autres ajustements, s'est chiffré à 0,48 \$ par action comparativement à 0,44 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du BAIIA ajusté.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté puisque la hausse des produits des activités ordinaires et les variations favorables du fonds de roulement ont plus qu'annulé l'accroissement des paiements d'impôt et des charges, qui rendent compte des coûts engagés dans le cadre du programme de transformation. Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté en raison de l'augmentation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et du dividende versé par LSEG.

Notre performance au deuxième trimestre a surpassé les perspectives commerciales communiquées en mai 2021. Le tableau ci-après compare notre performance réelle au chapitre des produits des activités ordinaires et les perspectives correspondantes pour le deuxième trimestre de 2021.

Mesures non conformes aux IFRS ¹⁾	Perspectives pour le deuxième trimestre de 2021	Performance pour le deuxième trimestre de 2021	
Résultats globaux pour Thomson Reuters			
Croissance des produits des activités ordinaires (avant l'effet du change)	Entre 5,5 % et 6,5 %	7,1 %	✓
Croissance interne des produits des activités ordinaires	Entre 5,5 % et 6,5 %	7,0 %	✓
Les 3 grands secteurs			
Croissance des produits des activités ordinaires (avant l'effet du change)	Entre 6,0 % et 7,0 %	7,3 %	✓
Croissance interne des produits des activités ordinaires	Entre 6,0 % et 7,0 %	7,2 %	✓
Autres secteurs			
Croissance des produits du secteur Fiscalité et comptabilité (avant l'effet du change)	Entre 10,0 % et 15,0 %	15,4 %	✓
Croissance des produits de Reuters News (avant l'effet du change)	Entre 2,0 % et 3,0 %	6,3 %	✓
Croissance des produits du secteur Publications mondiales (avant l'effet du change)	Entre 1,0 % et 3,0 %	6,4 %	✓

Les prévisions laissent entrevoir que la croissance des produits des activités ordinaires au deuxième trimestre marquera le point culminant de l'exercice; elle rend compte de la forte croissance des produits des activités ordinaires à l'échelle des entreprises alliée à la comparaison favorable en regard du deuxième trimestre de 2020 lorsque la pandémie de COVID-19, à ses débuts, a eu des répercussions négatives sur les résultats.

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Programme de transformation

Nos perspectives tiennent compte d'investissements considérables dans le cadre de notre programme de transformation en 2021 et en 2022. Ces investissements ont pour but de stimuler la croissance et l'efficacité en transformant notre société de portefeuille en une société d'exploitation pour la faire passer de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu.

Les objectifs du programme de transformation sont les suivants :

- Faciliter l'interaction avec nos clients;
- Actualiser et rationaliser de façon importante notre portefeuille de produits et nos groupes d'élaboration de produits;
- Réduire la complexité de nos activités et de l'organisation technologique;
- Continuer de simplifier notre structure organisationnelle afin d'instaurer une culture favorisant davantage l'innovation.

Nous poursuivons l'exécution de notre programme de transformation. Au premier semestre de 2021, nous avons investi 91 M\$ (charges d'exploitation de 52 M\$ et dépenses d'investissement de 39 M\$) pour la technologie ainsi que les initiatives liées à l'organisation et au marché, et nous avons réalisé des économies de charges d'exploitation de 90 M\$ en rythme annualisé vers la réalisation de nos objectifs d'économies globales. Nous avons enrichi nos équipes d'employés expérimentés et talentueux afin de renforcer les compétences de notre effectif quant à l'élaboration de produits, à la capacité numérique, à la technologie, à la stratégie et à la gestion du changement. Nous prévoyons que les coûts et les dépenses d'investissement cumulés au titre du programme de transformation totaliseront entre 210 M\$ et 260 M\$ au deuxième semestre de l'exercice, ce qui inclura la migration vers l'infonuagique, la rationalisation des systèmes internes et les fournisseurs de services externes. Se reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

Vente de Refinitiv à LSEG

En janvier 2021, conjointement avec le consortium de Blackstone, nous avons vendu Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions. En conséquence, nous détenons indirectement des actions de LSEG par le truchement de YPL, une entité que nous détenons conjointement avec le consortium de Blackstone et certains membres, actuels et précédents, de la haute direction de Refinitiv. Au 30 juin 2021, YPL détenait une combinaison d'actions ordinaires de LSEG et d'actions ordinaires à droit de vote limité de LSEG (les actions s'accompagnant, au total, d'une participation directe d'environ 30 % et d'une participation avec droit de vote de 24 % dans LSEG). À la même date, nous détenions une participation de 42,82 % dans YPL et, indirectement, environ 72,4 millions d'actions de LSEG. En date du 4 août 2021, la valeur de marché de ces actions se chiffrait à près de 7,5 G\$ selon le cours de clôture de l'action de LSEG à cette date. Pour un complément d'information sur la convention de blocage liée à nos actions de LSEG et d'autres aspects de la gouvernance en ce qui concerne notre participation dans LSEG, consulter notre rapport annuel 2020.

En lien avec la vente de Refinitiv à LSEG en janvier, nous avons constaté au premier trimestre de 2021 un profit de 8 075 M\$ au poste « Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » de l'état consolidé du résultat net. En date de la clôture de la transaction le 29 janvier 2021, nous détenions indirectement environ 82,5 millions d'actions de LSEG, y compris 4,5 millions d'actions provenant de l'exercice de bons de souscription que nous détenions précédemment dans Refinitiv. L'imposition relative à la transaction a été en grande partie différée pour notre société, exception faite d'environ 640 M\$ exigibles en 2021. En mars 2021, conformément à une exception aux termes de la convention de blocage, approximativement 10,1 millions d'actions de LSEG que nous détenions ont été vendues pour un produit net avant impôt de 994 M\$. Au cours de 2021, nous devons payer l'impôt d'environ 225 M\$ sur ces actions vendues et affecter le solde du produit après impôt au paiement de l'impôt d'environ 640 M\$ sur la transaction avec LSEG. Au premier semestre de 2021, nous avons fait un paiement d'impôt de 444 M\$ relativement à ces transactions. Le produit de la vente des actions par YPL a été versé à notre société en tant que dividende, ce qui a réduit la valeur de l'investissement. Le produit et les paiements d'impôt connexes ont été comptabilisés au poste « Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement » au tableau consolidé des flux de trésorerie.

Résultats d'exploitation

Nos produits des activités ordinaires et notre bénéfice d'exploitation consolidés sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et que nous engageons habituellement nos coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par la comptabilisation de certains produits liés à l'impôt, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Le caractère saisonnier de notre bénéfice d'exploitation pourrait être touché en 2021 par le calendrier des coûts importants que nous prévoyons engager dans le cadre du programme de transformation. La pandémie de COVID-19 en 2020 a influé sur le caractère saisonnier de nos produits des activités ordinaires et de nos charges d'exploitation.

Résultats consolidés

	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Variation				Variation			
	2021	2020	Devises constantes		2021	2020	Devises constantes	
			Total				Total	
Mesures financières conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 532	1 405	9 %		3 112	2 925	6 %	
Bénéfice d'exploitation	316	365	(14) %		703	655	7 %	
Résultat dilué par action	2,15 \$	0,25 \$	n. s.		12,28 \$	0,64 \$	n. s.	
Mesures non financières non conformes aux IFRS¹⁾								
Produits des activités ordinaires	1 532	1 405	9 %	7 %	3 112	2 925	6 %	5 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires				7 %				5 %
BAIIA ajusté	502	479	5 %	5 %	1 060	959	11 %	10 %
Marge du BAIIA ajusté	32,7 %	34,1 %	(140) pb	(70) pb	34,1 %	32,8 %	130 pb	160 pb
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	389	334	17 %		827	672	23 %	
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	25,4 %	23,8 %	160 pb		26,6 %	23,0 %	360 pb	
Résultat ajusté par action	0.48 \$	0.44 \$	9 %	9 %	1.06 \$	0.92 \$	15 %	15 %

Résultats financiers supplémentaires pour les 3 grands secteurs pris collectivement : Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité

	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
			Variation				Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2021	2020	Total	Devises constantes	2021	2020	Total	Devises constantes
Mesures financières non conformes aux IFRS ¹⁾								
Produits des activités ordinaires	1 218	1 117	9 %	7 %	2 495	2 328	7 %	6 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires				7 %				6 %
BAIIA ajusté	487	426	14 %	13 %	1 010	857	18 %	16 %
Marge du BAIIA ajusté	39,9 %	38,1 %	180 pb	190 pb	40,5 %	36,8 %	370 pb	350 pb

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Produits des activités ordinaires

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2021	2020	Variation			2021	2020	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	1 220	1 139	7 %	5 %	5 %	2 440	2 307	6 %	5 %	4 %
Produits tirés des transactions	166	133	25 %	22 %	22 %	383	331	15 %	14 %	14 %
Produits du secteur Publications mondiales	147	134	9 %	6 %	6 %	290	289	-	(2) %	(2) %
Éliminations/arrondissement	(1)	(1)				(1)	(2)			
Produits des activités ordinaires	1 532	1 405	9 %	7 %	7 %	3 112	2 925	6 %	5 %	5 %

Pour le deuxième trimestre, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 9 % au total et de 7 % en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires est attribuable à l'augmentation de 5 % des produits récurrents (79 % du total des produits), ainsi qu'à la hausse des produits tirés des transactions, des produits du secteur Reuters News et des produits du secteur Publications mondiales, qui ont profité d'une comparaison favorable en regard du deuxième trimestre de 2020, lorsque les premiers stades de la pandémie de COVID-19 se sont répercutés négativement sur les résultats. Plus précisément, les produits tirés des transactions ont subi l'incidence négative en 2020 de la baisse du niveau d'activité de notre secteur Fiscalité et comptabilité en raison du report, du 15 avril au 15 juillet, de la date butoir de dépôt des déclarations fiscales aux États-Unis annoncé par le gouvernement américain et de l'annulation de conférences organisées par l'entreprise Reuters Events de notre secteur Reuters News. Les produits du secteur Publications mondiales pour la période correspondante de l'exercice précédent ont subi le contrecoup des reports d'expédition demandés par les clients qui travaillent à distance. Pour le premier semestre de 2021, les produits des activités ordinaires ont progressé de 6 % au total et de 5 % tant en devises constantes qu'en ce qui a trait à la croissance interne compte tenu de la hausse des produits récurrents et des produits tirés des transactions. Les produits du secteur Publications mondiales ont affiché un léger recul en ce qui a trait à la croissance interne.

Pour le deuxième trimestre, les produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs (80 % du total des produits des activités ordinaires) ont augmenté de 9 % au total et de 7 % en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. En ce qui a trait à la croissance interne, les produits récurrents (88 % des produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs) ont progressé de 6 %, alors que les produits tirés des transactions se sont accrus de 17 %. Pour le premier semestre de 2021, les produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs (80 % du total des produits des activités ordinaires) ont augmenté de 7 % au total et de 6 % en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. En ce qui a trait à la croissance interne, les produits récurrents (86 % des produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs) ont progressé de 5 % alors que les produits tirés des transactions se sont accrus de 11 % jusqu'au 30 juin 2021.

Au cours des deux périodes, les mouvements du change ont eu un effet favorable sur la croissance des produits des activités ordinaires, le fléchissement du dollar américain par rapport à la plupart des grandes devises, notamment la livre sterling, l'euro, le dollar canadien et le dollar australien, ayant plus que contrebalancé l'appréciation du dollar américain par rapport au peso argentin comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Au cours du premier semestre de 2021, le dollar américain s'est aussi apprécié par rapport au réal brésilien comparativement au premier semestre de l'exercice précédent.

Bénéfice d'exploitation, BAIIA ajusté et BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement

Le bénéfice d'exploitation du deuxième trimestre a accusé un recul de 14 % en regard de celui de la même période de l'exercice précédent, qui rendait compte d'un avantage important découlant de la réévaluation des bons de souscription que nous détenions antérieurement dans Refinitiv. Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 7 % pour le premier semestre de 2021 puisque la hausse des produits des activités ordinaires a plus que compensé l'augmentation des charges, qui comprennent les coûts engagés dans le cadre du programme de transformation. Nous avons engagé des coûts de respectivement 41 M\$ et 52 M\$ dans le cadre du programme de transformation au deuxième trimestre et au premier semestre de 2021. La réévaluation des bons de souscription n'a pas eu d'incidence importante sur le bénéfice d'exploitation du premier semestre de 2021.

Le BAIIA ajusté, qui ne tient pas compte de l'opération de réévaluation des bons de souscription, entre autres éléments, a augmenté pour les deux périodes du fait de la hausse des produits des activités ordinaires, ce qui a plus que contrebalancé l'accroissement des charges d'exploitation. La marge du BAIIA ajusté a reculé au deuxième trimestre de 2021 en raison de la hausse des coûts, mais elle a progressé au cours du semestre à l'étude. Les coûts engagés dans le cadre du programme de transformation ont eu une incidence négative de respectivement 270 pb et de 160 pb sur la marge du BAIIA ajusté du deuxième trimestre et du premier semestre de 2021. Pour le deuxième trimestre et le premier semestre, les mouvements de change ont eu un effet défavorable de respectivement 70 pb et 30 pb sur la variation de la marge du BAIIA ajusté d'un exercice à l'autre.

Le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et les marges connexes ont progressé au cours des deux périodes du fait de la hausse du BAIIA ajusté et de la baisse des dépenses d'investissement.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
			Variation				Variation	
	2021	2020	Total	Devises constantes	2021	2020	Total	Devises constantes
Charges d'exploitation	1 036	929	11 %	8 %	2 054	1 946	6 %	3 %
Déduire les ajustements de juste valeur¹⁾	(6)	(3)			(2)	20		
Charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur	1 030	926	11 %	8 %	2 052	1 966	4 %	3 %

- 1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes attribuables aux variations des cours de change sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités. Notre calcul du BAIIA ajusté ne tient pas compte des ajustements de juste valeur. Se reporter à l'annexe B du présent rapport de gestion pour des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des financières mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Pour les deux périodes, les charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur, ont augmenté au total et en devises constantes. Les charges d'exploitation ont augmenté, car elles rendent compte des coûts engagés dans le cadre du programme de transformation de respectivement 41 M\$ et 52 M\$ pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2021. Les dépenses au titre du programme de transformation comprennent des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre des initiatives liées à la technologie et au marché. La dépréciation du dollar américain en regard de la plupart des principales devises a contribué à la hausse des charges totales.

Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2021	2020	Variation	2021	2020	Variation
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	42	43	(4) %	88	83	6 %
Dotation aux amortissements des logiciels	122	118	5 %	237	229	4 %
Total partiel	164	161	2 %	325	312	4 %
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	30	30	1 %	61	60	2 %

- Collectivement, les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels ont augmenté pour les deux périodes, en raison des réductions de la valeur de certains logiciels et contrats de location dans le cadre des initiatives d'efficacité immobilière.
- La dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables a augmenté légèrement pour le deuxième trimestre et le premier semestre considérés en raison des charges associées aux récentes acquisitions qui ont été essentiellement annulées par l'achèvement de l'amortissement d'actifs acquis au cours d'exercices antérieurs.

Autres profits d'exploitation, montant net

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Autres profits d'exploitation, montant net	14	80	31	48

Pour les deux périodes de 2021, le montant net des autres profits d'exploitation tient compte de la vente d'une entreprise et des produits liés à une licence qui permet d'utiliser la marque Reuters dans certains des produits et des services de Refinitiv de LSEG. De plus, les résultats semestriels tiennent compte de l'incidence favorable de 9 M\$ à la suite de la réévaluation des bons de souscription que nous détenions dans Refinitiv.

Pour 2020, le montant net des autres gains d'exploitation tient compte de l'incidence favorable de 54 M\$ au deuxième trimestre et de 1 M\$ au premier semestre liée à la réévaluation des bons de souscription. Les résultats des deux périodes rendent compte des produits liés à la licence pour la marque Reuters susmentionnée et de profits liés à la vente de certains biens immobiliers. Les résultats semestriels reflètent par ailleurs un profit lié à la distribution reçue d'une participation.

Charge d'intérêts, montant net

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2021	2020	Variation	2021	2020	Variation
Charge d'intérêts, montant net	49	52	(5) %	100	97	3 %

Pour le deuxième trimestre de 2021, la charge d'intérêts a diminué en raison de la baisse du coût financier sur le montant de nos obligations au titre des régimes de retraite. La charge d'intérêts liée à nos obligations de remboursement de la dette est demeurée pratiquement inchangée. Pour le premier semestre de 2021, la hausse du montant net de la charge d'intérêts rend compte de l'émission en mai 2020 de billets à cinq ans d'un montant de 1,4 G\$ CA (environ 1 G\$ US).

Autres (produits) charges financiers

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Autres (produits) charges financiers	(2)	13	4	(34)

Les autres (produits) charges financiers comprennent principalement des profits ou des pertes découlant de l'effet de la variation des cours de change sur certaines ententes de financement intragroupe. Les résultats des périodes de 2020 tenaient compte également de profits liés à la partie inefficace des couvertures de flux de trésorerie, alors que les résultats du premier semestre de 2020 comprenaient un avantage associé aux contrats de change.

Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2021	2020	2021	2020
YPL (anciennement Refinitiv Holdings Ltd.)	1 090	(155)	7 385	(213)
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	2	2	4	6
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	1 092	(153)	7 389	(207)

Nous comptabilisons notre participation dans LSEG à la juste valeur, en fonction du cours de l'action de LSEG, au poste « Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » de l'état consolidé du résultat net. La participation est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisque les actions de LSEG sont détenues par l'intermédiaire de YPL, sur laquelle nous exerçons une influence notable. Comme YPL ne détient qu'une participation financière dans les actions de LSEG, que les parties ont l'intention de vendre au fil du temps, et ne participe pas à l'exploitation de LSEG ou aux activités de Refinitiv, la participation dans les actions de LSEG détenue par YPL est comptabilisée à la juste valeur. Les dividendes sur les actions de LSEG versés par YPL à notre société sont inscrits au poste « Autres activités d'investissement » du tableau consolidé des flux de trésorerie.

Pour le deuxième trimestre de 2021, notre quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence reflétait un accroissement de 1 039 M\$ de la valeur de notre participation dans LSEG et un dividende de 51 M\$ de LSEG. Pour le premier semestre de 2021, notre quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence reflétait essentiellement un profit de 8 075 M\$ à la vente de Refinitiv, mais également les dividendes de LSEG. Ces éléments ont été contrebalancés en partie par la perte de valeur de 573 M\$ de notre participation dans LSEG à la suite de la vente et de pertes après impôt de 168 M\$ liées aux activités de Refinitiv avant la vente.

Nous prévoyons recevoir, en fonction de notre participation dans LSEG, des dividendes d'environ 75 M\$ pour l'exercice 2021 complet.

Charge d'impôt

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2021	2020	2021	2020
Charge d'impôt	289	16	1 883	63

L'augmentation de la charge d'impôt pour les deux périodes est fonction du bénéfice de nos participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. En outre, la charge d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les bénéfices et les pertes avant impôt sont comptabilisés. Puisque la répartition géographique du bénéfice ou de la perte avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, la charge ou le produit d'impôt de ces périodes n'est pas nécessairement représentatif de la charge d'impôt pour l'exercice complet.

Divers ajustements comptables et diverses transactions survenus à chacune des périodes ont influé sur la comparabilité de la charge d'impôt. Le tableau qui suit présente certaines composantes de notre charge d'impôt qui ont une incidence sur la comparabilité d'une période à l'autre, y compris la charge d'impôt au titre d'éléments qui sont éliminés du résultat ajusté :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2021	2020	2021	2020
(Produit) charge d'impôt				
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité :				
Lois fiscales et taux d'impôt des sociétés ¹⁾	(12)	19	(11)	46
Ajustements de l'impôt différé ²⁾	-	(10)	-	(7)
Total partiel	(12)	9	(11)	39
Impôt au titre de ce qui suit :				
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(7)	(7)	(14)	(13)
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	262	(39)	1 800	(53)
Autres profits d'exploitation, montant net	-	18	4	5
Autres éléments	-	-	-	2
Total partiel	255	(28)	1 790	(59)
Total	243	(19)	1 779	(20)

- 1) Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2021, ce montant tient compte également des variations des actifs d'impôt différé par suite des modifications des taux d'impôt applicables à l'étranger. Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2020, ce montant se rapporte essentiellement à un impôt minimum que nous n'avons pas payé en définitive en raison des profits imposables ayant découlé de la vente d'une participation au quatrième trimestre de 2020. Toutefois, selon les IFRS, nous étions tenus de comptabiliser cet impôt jusqu'à ce que la transaction se réalise.
- 2) Le montant se rapporte essentiellement à la comptabilisation d'actifs d'impôt différé au cours d'exercices antérieurs et des ajustements requis en raison des cessions et des acquisitions.

Les éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité de notre charge ou produit d'impôt de chaque période, nous les éliminons de notre calcul du résultat ajusté, tout comme les éléments avant impôt auxquels ils sont liés. Le calcul de notre charge d'impôt ajustée est présenté ci-après :

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Charge d'impôt	289	16	1 883	63
Déduire : éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité	(243)	19	(1 779)	20
Autres ajustements :				
Normalisation du taux d'impôt effectif de la période intermédiaire ¹⁾	3	10	2	6
Total de la charge d'impôt sur le résultat ajusté	49	45	106	89

1) Ajustement visant à refléter l'impôt aux taux d'impôt effectifs estimés pour l'ensemble de l'exercice. Le résultat conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète généralement l'impôt établi aux taux d'impôt effectifs estimés de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de mieux répartir l'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice.

Résultats des activités abandonnées

Le tableau qui suit présente les composantes de la (perte) liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt :

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
(Perte) liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(4)	(5)	(1)	(3)

La (perte) liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt, comprend les produits et charges résiduels liés aux activités de notre ancien secteur Activités financières et risque.

Bénéfice net et résultat dilué par action

(en millions de dollars américains, sauf les données par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2021	2020	Variation	2021	2020	Variation
Bénéfice net	1 068	126	n. s.	6 104	319	n. s.
Résultat dilué par action	2,15 \$	0,25 \$	n. s.	12,28 \$	0,64 \$	n. s.

Le bénéfice net et le résultat dilué par action ont augmenté pour le deuxième trimestre en raison de l'accroissement de la valeur de notre participation dans LSEG. Pour le premier semestre, la hausse est attribuable au profit à la vente à LSEG de notre participation dans Refinitiv.

Résultat ajusté et résultat ajusté par action

(en millions de dollars américains, sauf les données par action)	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
			Variation				Variation	
	2021	2020	Total	Devises constantes	2021	2020	Total	Devises constantes
Résultat ajusté	240	221	8 %		528	460	15 %	
Résultat ajusté par action	0,48 \$	0,44 \$	9 %	9 %	1,06 \$	0,92 \$	15 %	15 %

L'augmentation du bénéfice ajusté et du montant par action connexe des deux périodes est attribuable à la hausse du BAIIA ajusté. L'augmentation pour le premier semestre a été en partie annulée par l'accroissement des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels.

Résultats sectoriels

Le texte qui suit est une analyse de nos cinq secteurs à présenter et des charges liées au siège social pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2021. Nous évaluons les produits des activités ordinaires de chaque secteur et des unités au sein de chaque secteur en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Professionnels du droit

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin						Semestres clos les 30 juin				
	2021	2020	Variation				2021	2020	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne				Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	626	580	8 %	6 %	6 %		1 247	1 167	7 %	5 %	5 %
Produits tirés des transactions	47	40	18 %	14 %	14 %		94	79	19 %	16 %	16 %
Produits des activités ordinaires	673	620	9 %	7 %	6 %		1 341	1 246	8 %	6 %	6 %
BAIIA ajusté sectoriel	285	254	12 %	10 %			564	484	17 %	14 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	42,3 %	40,9 %	140 pb	140 pb			42,1 %	38,8 %	330 pb	300 pb	

Pour les deux périodes, les produits des activités ordinaires ont progressé au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La hausse de la croissance interne des activités ordinaires est attribuable à la croissance des produits récurrents (93 % du secteur Professionnels du droit au deuxième trimestre) et des produits tirés des transactions (7 % du secteur Professionnels du droit au deuxième trimestre). Les produits liés aux cabinets juridiques, qui comprennent les produits liés aux grands cabinets juridiques à l'échelle mondiale et représentent un peu plus des deux tiers de nos produits des activités ordinaires du secteur, et les produits du secteur à l'échelle mondiale, qui représentent ceux des cabinets de plus petite taille situés à l'extérieur des États-Unis, ont tous deux augmenté de 6 % pour le deuxième trimestre (5 % pour le premier semestre). Les produits tirés du gouvernement américain, qui comprennent la majeure partie de nos services en matière de risque, de fraude et de conformité, ont gagné 8 % pour les deux périodes. Nous prévoyons que la croissance des produits des activités ordinaires tirés des services aux gouvernements au cours du deuxième semestre sera supérieure à celle du premier semestre.

Pour les deux périodes, les produits récurrents et les produits tirés des transactions ont affiché une croissance interne sous l'effet de la croissance de Westlaw Edge, de Practical Law et des services aux gouvernements. Les produits récurrents ont par ailleurs profité de la croissance de notre entreprise FindLaw et des activités internationales.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté au deuxième trimestre en raison de l'accroissement des produits des activités ordinaires, qui a plus qu'annulé la hausse des charges. Au premier semestre, la hausse des deux mesures découle surtout de l'augmentation des produits des activités ordinaires. Pour le deuxième trimestre, les mouvements du change n'ont eu aucune incidence sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel, alors qu'ils ont eu, pour le premier semestre, un effet favorable de 30 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Grandes sociétés

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin						Semestres clos les 30 juin				
	2021	2020	Variation				2021	2020	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne				Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	300	282	6 %	5 %	5 %		595	563	6 %	5 %	5 %
Produits tirés des transactions	48	47	2 %	1 %	1 %		137	133	3 %	3 %	3 %
Produits des activités ordinaires	348	329	6 %	4 %	4 %		732	696	5 %	4 %	4 %
BAIIA ajusté sectoriel	130	118	10 %	9 %			276	235	17 %	17 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	37,2 %	35,9 %	130 pb	160 pb			37,7 %	33,8 %	390 pb	410 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne au cours des deux périodes. La hausse de la croissance interne des activités ordinaires est attribuable à l'augmentation des produits récurrents (86 % du secteur Grandes sociétés au deuxième trimestre) et des produits tirés des transactions (14 % du secteur Grandes sociétés au deuxième trimestre).

Pour les deux périodes, la croissance interne des produits récurrents traduit la croissance des produits juridiques et fiscaux ainsi que de ceux des activités internationales du secteur Grandes sociétés. Pour le deuxième trimestre, les produits tirés des transactions ont augmenté en dépit de la perte de produits liés à la plateforme CLEAR qui ont été comptabilisés au deuxième trimestre de l'exercice précédent, mais qui ne se sont pas reproduits en 2021. L'augmentation des produits tirés des transactions pour les deux périodes a été alimentée par les activités de conformité fiscale et l'entreprise Confirmation. Nous prévoyons une augmentation des produits des activités ordinaires du secteur Grandes sociétés au deuxième semestre en regard du premier semestre.

Pour le deuxième trimestre, le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont progressé, l'augmentation des produits des activités ordinaires ayant plus que compensé la hausse des charges. Pour le premier semestre de 2021, la légère diminution des charges découlant des initiatives de réduction des coûts en 2020 a aussi contribué à faire augmenter les deux mesures. Les mouvements du change ont eu un effet défavorable de 30 pb et de 20 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel pour le deuxième trimestre et le premier semestre, respectivement.

Fiscalité et comptabilité

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2021	2020	Variation			2021	2020	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	150	136	10 %	9 %	9 %	310	294	6 %	6 %	6 %
Produits tirés des transactions	47	32	45 %	43 %	43 %	112	92	20 %	19 %	19 %
Produits des activités ordinaires	197	168	17 %	15 %	15 %	422	386	9 %	9 %	9 %
BAIIA ajusté sectoriel	72	54	32 %	32 %		170	138	23 %	23 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	36,2 %	31,9 %	430 pb	450 pb		40,2 %	35,7 %	450 pb	440 pb	

Pour les deux périodes, les produits des activités ordinaires ont augmenté au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires est attribuable à la croissance des produits récurrents (76 % du secteur Fiscalité et comptabilité au deuxième trimestre) et des produits tirés des transactions (24 % des produits du secteur Fiscalité et comptabilité au deuxième trimestre). La hausse des produits récurrents rend compte de la forte croissance des entreprises en Amérique latine pour les deux périodes. Pour le deuxième trimestre, les produits tirés des transactions comprenaient les produits liés au logiciel Pay-Per-Return qui sont habituellement comptabilisés au premier trimestre, mais qui ont été retardés en raison du report de la date butoir de dépôt des déclarations fiscales aux États-Unis en 2021. Les produits tirés des transactions du deuxième trimestre ont aussi profité d'une comparaison favorable en regard de 2020, où le moment de la comptabilisation des produits liés au logiciel Pay-Per-Return a subi un report semblable du deuxième au troisième trimestre en raison de la modification de la date butoir de dépôt des déclarations fiscales aux États-Unis. Pour les deux exercices, la modification de la date butoir de dépôt a eu lieu en raison des difficultés causées par la pandémie de COVID-19. Pour le deuxième trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Fiscalité et comptabilité auraient affiché une croissance interne de 10 % après ajustement pour tenir compte des produits liés au logiciel Pay-Per-Return de 2020 pour les rendre comparables au profil des produits des activités ordinaires de 2021.

Nous prévoyons une croissance des produits des activités ordinaires du secteur Fiscalité et comptabilité se situant dans le bas de la fourchette allant de 0 % à 10 % au troisième trimestre. Ces attentes sont fondées sur la comparaison avec les résultats de 2020, où la date butoir de dépôt des déclarations fiscales a été reportée, ce qui a donné lieu au report des produits liés au logiciel Pay-Per-Return jusqu'au troisième trimestre de 2020. Si les produits liés au logiciel Pay-Per-Return avaient été ajustés pour les rendre comparables à ceux de 2021, nous aurions affiché une croissance des produits des activités ordinaires se situant dans le milieu de la fourchette de 0 % à 10 %.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont progressé pour les deux périodes en raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires qui ont plus que compensé la hausse des charges. Au deuxième trimestre, les mouvements du change ont eu une incidence défavorable de 20 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel, alors qu'ils ont eu une incidence favorable de 10 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel au cours du premier semestre.

Les activités du secteur Fiscalité et comptabilité affichent davantage de variations saisonnières que nos autres activités, un pourcentage plus élevé de son BAIIA ajusté sectoriel étant habituellement enregistré au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre, en raison du lancement de certains produits fiscaux. De légères variations dans le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires et des charges peuvent avoir une incidence sur les marges trimestrielles.

Reuters News

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2021	2020	Variation			2021	2020	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	144	141	3 %	1 %	1 %	288	283	2 %	-	-
Produits tirés des transactions	24	14	72 %	62 %	61 %	40	27	48 %	43 %	42 %
Produits des activités ordinaires	168	155	9 %	6 %	6 %	328	310	6 %	4 %	4 %
BAIIA ajusté sectoriel	35	25	45 %	66 %		63	44	45 %	65 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	20,8 %	15,6 %	520 pb	820 pb		19,2 %	14,1 %	510 pb	780 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne, pour les deux périodes. La croissance interne des produits des activités ordinaires est attribuable aux produits tirés des transactions des activités professionnelles au sein du secteur, y compris Reuters Events. En 2020, Reuters Events a subi l'incidence négative de l'annulation d'événements présentiels en raison de la pandémie de COVID-19. En 2021, l'entreprise a tenu des événements virtuels, alors qu'elle continue d'évaluer à quel moment elle pourra reprendre son programme complet d'événements présentiels en fonction des directives sanitaires locales et des commentaires des clients. Les produits récurrents ont augmenté légèrement pour les deux périodes.

Reuters News a signé une entente aux termes de laquelle elle fournira à Refinitiv des nouvelles et du contenu éditorial jusqu'au 1^{er} octobre 2048. Pour le premier semestre de 2021, Reuters News a constaté des produits des activités ordinaires de 169 M\$ (168 M\$ en 2020) aux termes de cette entente.

Nous prévoyons que la croissance des produits des activités ordinaires de Reuters News, au total et en ce qui a trait à la croissance interne, se situera entre 2 % et 3 % au troisième trimestre de 2021, grâce à les secteurs d'activité de Reuters News.

Le BAIIA ajusté sectoriel et les marges connexes ont augmenté pour les deux périodes, en raison principalement de la hausse des produits des activités ordinaires et des initiatives de réduction des coûts en 2020. Pour le deuxième trimestre et le premier semestre, les mouvements du change ont eu un effet défavorable de respectivement 300 pb et 270 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Publications mondiales

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2021	2020	Variation			2021	2020	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits des activités ordinaires	147	134	9 %	6 %	6 %	290	289	-	(2) %	(2) %
BAIIA ajusté sectoriel	56	54	2 %	(1) %		113	117	(4) %	(6) %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	37,9 %	40,5 %	(260) pb	(280) pb		38,9 %	40,5 %	(160) pb	(190) pb	

Pour le deuxième trimestre, les produits des activités ordinaires ont augmenté au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne, sous l'effet de la hausse des produits tirés des services d'impression fournis à des tiers et de l'augmentation des expéditions, ce qui rend compte d'un retour au bureau progressif des clients du secteur. La performance trimestrielle reflète également une comparaison favorable avec les résultats du deuxième trimestre de 2020, au cours duquel les livraisons ont subi le contrecoup de retards au début de la pandémie de COVID-19. Pour le premier semestre, les produits des activités ordinaires ont légèrement augmenté en raison de l'incidence favorable des fluctuations du change, mais ils ont diminué en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Nous prévoyons que les produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales accuseront un recul de 5 % à 8 % au troisième trimestre, et de 4 % à 7 % pour l'exercice en entier.

Le BAIIA ajusté sectoriel a augmenté légèrement au deuxième trimestre et diminué au premier semestre. Les marges connexes ont baissé pour les deux périodes en raison de la hausse des charges et de l'effet dilutif des produits tirés des services d'impression fournis à des tiers, pour lesquels les marges sont inférieures. Les fluctuations du change ont eu un effet favorable de respectivement 20 pb et 30 pb pour le deuxième trimestre et le premier semestre.

Charges liées au siège social

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Charges liées au siège social	76	26	126	59

L'augmentation des charges liées au siège social rend compte principalement des charges liées au programme de transformation de 41 M\$ et de 52 M\$ engagées au cours du deuxième trimestre et du premier semestre, respectivement. Nous continuons de prévoir que les charges liées au programme de transformation seront de l'ordre de 175 M\$ à 200 M\$ pour l'exercice 2021 en entier.

Situation de trésorerie et sources de financement

Traditionnellement, nous avons observé une stratégie rigoureuse en matière de capital qui met en équilibre la croissance, l'endettement à long terme, les notations de crédit et la redistribution de capital aux actionnaires. Nous nous assurons de disposer de la capacité d'investissement nécessaire pour accroître nos produits des activités ordinaires tant en interne qu'au moyen d'acquisitions, tout en maintenant notre endettement à long terme et la qualité de notre crédit et en continuant à redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires. Nos principales sources de liquidités sont l'encaisse, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, notre programme de papier commercial et notre facilité de crédit. De temps à autre, nous émettons aussi des titres de créance. Nous utilisons nos liquidités principalement pour financer les remboursements sur la dette, le service de la dette, le versement de dividendes, les dépenses d'investissement, les rachats d'actions et les acquisitions.

À ce jour, la crise économique causée par la pandémie de COVID-19 n'a pas eu d'effets néfastes sur notre situation de trésorerie. Nous pensons toujours que nous sommes en mesure de traverser les périodes de volatilité qui surviendront probablement en raison de la crise actuelle, car notre stratégie en matière de capital a renforcé notre structure du capital et notre situation de trésorerie. Au 30 juin 2021, nos fonds en caisse s'élevaient à 2,3 G\$. D'ici la fin de 2021, nous prévoyons affecter un montant d'environ 415 M\$ de notre trésorerie au paiement de l'impôt sur la vente de Refinitiv à LSGE, et sur la vente ultérieure de certaines de nos actions de LSEG. Nous prévoyons de plus affecter un montant d'environ 266 M\$ de notre trésorerie aux paiements anticipés à l'administration fiscale du Royaume-Uni dans le cadre d'un audit en cours. Par ailleurs, nous comptons racheter certaines de nos actions ordinaires ainsi qu'il est décrit ci-après.

Nous prévoyons que le levier d'exploitation de nos activités augmentera nos flux de trésorerie disponibles si nos produits des activités ordinaires augmentent, comme le prévoient nos perspectives. Nous ciblons un ratio d'endettement maximal de 2,5 fois la dette nette sur le BAIIA ajusté et nous nous sommes donné comme objectif de distribuer de 50 % à 60 % de nos flux de trésorerie disponibles sous forme de dividendes à nos actionnaires. Pendant le premier trimestre de 2021, nous avons réalisé un programme de rachat d'actions de 200 M\$ pour compenser la dilution associée à nos régimes de réinvestissement des dividendes et d'attributions incitatives en actions. Le 5 août 2021, nous avons annoncé notre intention de racheter nos actions ordinaires jusqu'à concurrence de 1,2 G\$ (se reporter à la rubrique « Rachats d'actions – Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat ») ci-après). Pour l'avenir, nous prévoyons que le produit de la vente des actions de LSEG, une fois expirées les dispositions contractuelles de blocage applicables, dont il est question à la rubrique « Vente de Refinitiv à LSEG » du présent rapport de gestion, nous donnera de nouvelles possibilités d'investir et de redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires.

Notre ratio d'endettement, correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté, s'établissait à environ 0,8 pour 1 au 30 juin 2021, ce qui est inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. Calculé aux termes de la clause restrictive de notre facilité de crédit, ce ratio s'établissait à 0,6 pour 1 au 30 juin 2021, ce qui est bien en deçà du ratio d'endettement maximal de 4,5 pour 1 permis par la facilité de crédit. Nous n'avons pas de titres d'emprunt qui arrivent à échéance avant 2023.

Nous estimons que nos sources de liquidités existantes suffiront à financer nos besoins en trésorerie prévus pour les 12 prochains mois.

L'information présentée plus haut et dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ».

Flux de trésorerie

Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2021	2020	Variation (en \$)	2021	2020	Variation (en \$)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	462	422	40	842	598	244
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(489)	(93)	(396)	340	(342)	682
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(216)	(205)	(11)	(627)	(125)	(502)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires	(243)	124	(367)	555	131	424
Écarts de conversion	1	-	1	-	(10)	10
Trésorerie et découverts bancaires au début de la période	2 584	822	1 762	1 787	825	962
Trésorerie et découverts bancaires à la fin de la période	2 342	946	1 396	2 342	946	1 396
Mesure non conforme aux IFRS¹⁾						
Flux de trésorerie disponibles	379	305	74	618	340	278

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et de la mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Activités d'exploitation. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont augmenté pour les deux périodes puisque les produits des activités ordinaires et les fluctuations favorables du cours de change ont plus que neutralisé l'augmentation

des paiements d'impôt et des charges, qui comprennent les coûts engagés dans le cadre du programme de transformation. Pour le premier semestre, les variations du fonds de roulement ont été favorables en raison de la baisse des primes versées, ce qui rend compte de l'incidence de la COVID-19 en 2020, et parce que les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent tenaient compte de coûts et d'investissements visant à repositionner la société à la suite de la vente de notre ancien secteur Activités financières et risque.

Activités d'investissement. Pour le deuxième trimestre de 2021, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement reflètent l'impôt payé sur la vente de Refinitiv d'un montant de 438 M\$ et la vente subséquente d'actions de LSEG, dont il est question à la rubrique « Vente de Refinitiv à LSGE » du présent rapport de gestion, ainsi que les dépenses d'investissement de 113 M\$. Ces sorties de trésorerie ont été en partie contrebalancées par le dividende de 51 M\$ de LSEG. Pour le deuxième trimestre de 2020, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement reflètent les dépenses d'investissement de 145 M\$ en partie contrebalancées par le produit de la vente de certains biens immobiliers.

Pour le premier semestre de 2021, les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement rendent compte de dividendes de 1 045 M\$, qui comprenaient un montant de 994 M\$ en lien avec la vente d'actions de LSEG et un paiement de 51 M\$ de LSEG. Les dividendes ont été contrebalancés en partie par les paiements d'impôt connexes ainsi que par l'impôt sur la vente de Refinitiv. Les dépenses d'investissement se sont chiffrées à 233 M\$ pour le premier semestre de 2021. Pour le premier semestre de 2020, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement rendaient compte de dépenses d'investissement de 287 M\$ ainsi que du montant engagé pour l'acquisition de Pondera Solutions, un fournisseur de technologies et de services d'analyse avancée visant à contrer la fraude, le gaspillage et les abus dans les soins de santé et les grands programmes gouvernementaux. Ces sorties de trésorerie ont été en partie contrebalancées par le produit de la vente de certains biens immobiliers.

Activités de financement. Pour le deuxième trimestre de 2021 et de 2020, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement rendent compte essentiellement des dividendes sur les actions ordinaires. Pour le premier semestre de 2021 et de 2020, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement rendent compte des dividendes sur les actions ordinaires ainsi que de rachats d'actions totalisant respectivement 588 M\$ et 564 M\$. Pour le premier semestre de 2020, les activités de financement tenaient compte également du produit de 492 M\$ tiré du montant net des emprunts. En mai 2020, nous avons remboursé nos emprunts aux termes de la facilité de crédit essentiellement à même le produit de l'émission de titres d'emprunt en mai 2020. Se reporter aux paragraphes « Programme de papier commercial », « Facilité de crédit » et « Dette à long terme » ci-après pour obtenir de plus amples renseignements sur notre activité liée à la dette.

Trésorerie et découverts bancaires. L'augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires rend compte essentiellement du produit de la vente des actions de LSEG. De plus, nous avons touché un produit net de 367 M\$ après impôt à la vente d'une participation en décembre 2020.

Flux de trésorerie disponibles. L'augmentation des flux de trésorerie disponibles pour les deux périodes est principalement attribuable à l'accroissement des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et au dividende de 51 M\$ versé par LSEG au deuxième trimestre.

Des renseignements supplémentaires sur notre dette, nos dividendes et nos rachats d'actions sont présentés ci-après :

- **Programme de papier commercial.** Notre programme de papier commercial de 1,8 G\$ nous fournit un financement efficace et flexible à court terme. Aucun papier commercial n'était en cours au 30 juin 2021. En janvier 2020, nous avons émis un montant de 630 M\$ sous forme de papier commercial dont le produit a servi à rembourser des dettes avant leur échéance. La majeure partie du papier commercial a été remboursée en février et en mars 2020, principalement à l'aide de sommes empruntées aux termes de notre facilité de crédit.
- **Facilité de crédit.** Nous disposons d'une facilité de crédit consortiale de 1,8 G\$ qui vient à échéance en décembre 2024 et qui peut servir à obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (y compris aux fins des acquisitions ou du financement de notre programme de papier commercial). Il n'y avait aucun emprunt en cours aux termes de la facilité de crédit au 30 juin 2021. Au cours du premier trimestre de 2020, nous avons emprunté 1,0 G\$ aux termes de cette facilité, montant dont une partie a été affectée au remboursement de papier commercial. En mai 2020, nous avons remboursé l'emprunt aux termes de la facilité de crédit, principalement à même le produit que nous avons reçu dans le cadre de l'émission de titres d'emprunt en mai 2020. D'après les notations actuelles de la société, le taux d'intérêt aux termes de la facilité de crédit est fonction du taux LIBOR/EURIBOR majoré de 112,5 points de base. Nous avons également la possibilité de demander une augmentation de l'engagement des prêteurs jusqu'à concurrence d'un montant de 600 M\$, pour un engagement relatif à la facilité de crédit maximal de 2,4 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés.

La Financial Conduct Authority du Royaume-Uni, qui régit le taux LIBOR, supprime progressivement la majeure partie de ce taux de référence à l'échelle mondiale d'ici la fin de 2021. De nouveaux taux de référence ont été établis, et les travaux se poursuivent en vue de la mise en place de meilleures structures à terme et de liquidités, lesquelles sont nécessaires pour remplacer les structures LIBOR existantes. À l'exception des taux de référence fondés sur le LIBOR retenus aux termes de notre facilité de crédit externe, nous n'avons pas d'entente importante avec des tiers qui utilise ou mentionne le LIBOR comme taux de référence et qu'il faudrait modifier.

Si Moody's ou S&P abaissaient leurs notations à l'égard de notre dette, les commissions et le coût d'emprunt de notre facilité de crédit pourraient augmenter, sans aucune conséquence toutefois sur la disponibilité de la facilité. À l'opposé, un relèvement de la

notation pourrait réduire les commissions et le coût d'emprunt. Nous surveillons aussi les prêteurs qui sont parties à notre facilité et nous croyons qu'ils demeureront en mesure de nous prêter des fonds.

Nous garantissons les emprunts de nos filiales aux termes de la facilité de crédit. Nous sommes aussi tenus de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit), d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si nous réalisons une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, le ratio de la dette nette sur le BAIIA augmenterait temporairement à 5,0 pour 1 pour les trois trimestres suivant la transaction, après quoi il reviendrait à 4,5 pour 1. Au 30 juin 2021, nous respectons cette clause restrictive puisque notre ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de notre facilité de crédit consortiale, s'établissait à 0,6 pour 1.

- **Dette à long terme.** Nous n'avons émis ni remboursé aucun titre d'emprunt au cours du semestre clos le 30 juin 2021. Le tableau suivant présente de l'information sur les billets émis et remboursés par la société au cours du semestre clos le 30 juin 2020.

MOIS/ANNÉE	TRANSACTION	MONTANT EN CAPITAL (EN MILLIONS)
Billets émis		
Mai 2020	Billets à 2,239 %, échéant en 2025	1 400 \$ CA
Billets remboursés		
Janvier 2020	Billets à 3,309 %, échéant en 2021	550 \$ CA
Janvier 2020	Billets à 3,95 %, échéant en 2021	139 \$ US

Les billets émis en mai 2020 ont été immédiatement convertis en dollars américains, et la société a affecté le produit net de 999 M\$ à ses besoins généraux, qui comprennent le remboursement de prélèvements effectués sur sa facilité de crédit.

En janvier 2020, nous avons remboursé des billets pour un montant de 640 M\$ avant leur date d'échéance prévue. Ce montant comprend les primes pour remboursement anticipé et le règlement de swaps de devises. Ces remboursements ont été financés au moyen d'emprunts sous forme de papier commercial.

Aux termes d'un prospectus préalable de base, Thomson Reuters Corporation et l'une de ses filiales américaines, TR Finance LLC, peuvent collectivement émettre, de temps à autre, des titres d'emprunt non garantis d'une valeur maximale de 3,0 G\$, et ce, jusqu'au 6 août 2022. Les titres émis par TR Finance LLC seront intégralement et inconditionnellement garantis à titre d'obligations non garanties par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation. À l'exception de TR Finance LLC et des filiales garantes, aucune autre filiale de Thomson Reuters Corporation n'a fourni de garantie ou ne peut être tenue responsable relativement à tout titre d'emprunt que pourrait émettre TR Finance LLC. En date du 5 août 2021, ni Thomson Reuters Corporation ni TR Finance LLC n'a émis de titre d'emprunt aux termes du prospectus. Se reporter à l'annexe D du présent rapport de gestion pour consulter l'information financière résumée de consolidation concernant TR Finance LLC et les filiales garantes.

- **Notations.** Nos possibilités de financement sont entre autres tributaires de la conjoncture des marchés et du maintien de notations à long terme convenables. Les notations qui nous sont attribuées peuvent être affectées par divers facteurs, notamment l'accroissement de notre dette, la baisse de notre résultat, la contraction de la demande à l'égard de nos produits, l'intensification de la concurrence, une autre détérioration de la conjoncture économique et commerciale, et la mauvaise presse visant la société. Tout déclassement de nos notations pourrait avoir une incidence sur notre capacité à mobiliser des capitaux ou donner lieu à une hausse des taux d'intérêt s'appliquant à nos emprunts.

En mai 2021, Moody's a confirmé nos notations et a relevé notre perspective de stable à positive, mentionnant, entre autres facteurs, la solidité de l'entreprise et notre robuste situation de trésorerie.

Le tableau qui suit indique les notations que les agences ont attribuées à nos titres en cours à la date du présent rapport de gestion :

	Moody's	Standard & Poor's	DBRS Limited	Fitch
Dette à long terme	Baa2	BBB	BBB (élevé)	BBB+
Papier commercial	P-2	A-2	R-2 (élevé)	F1
Tendance ou perspective	Positive	Stable	Stable	Stable

Ces notations ne sont pas une recommandation d'acheter, de vendre, ni de conserver les titres et elles ne fournissent aucune indication sur leur cours ou leur pertinence pour un investisseur donné. Les notations peuvent ne pas refléter l'incidence possible de tous les risques sur la valeur des titres. Nous ne pouvons vous assurer que nos notations ne seront pas revues à la baisse dans l'avenir ni que les agences de notation n'émettront pas de commentaires défavorables à l'égard de nos titres.

Dividendes. Les dividendes sur nos actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. En février 2021, nous avons annoncé une augmentation de 0,10 \$ par action du dividende annuel, qui a été porté à 1,62 \$ par action ordinaire (à compter du dividende sur les actions ordinaires que nous avons versé en mars 2021). Dans notre tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »). Les actionnaires ordinaires inscrits peuvent participer au RRD, aux termes duquel les dividendes en trésorerie sont automatiquement réinvestis dans de nouvelles actions ordinaires. La valeur des actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée du cours de l'action à la Bourse de Toronto sur les cinq jours de bourse qui précèdent immédiatement la date de clôture des registres en vue de la distribution des dividendes.

Le tableau ci-après fait état des dividendes déclarés par action ordinaire et des dividendes que nous avons versés sur nos actions ordinaires :

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Dividendes déclarés par action	0,405 \$	0,380 \$	0,810 \$	0,760 \$
Dividendes déclarés	200	188	400	376
Dividendes réinvestis	(6)	(6)	(12)	(12)
Dividendes versés	194	182	388	364

Rachats d'actions – Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »). Nous pouvons occasionnellement racheter des actions (et les annuler ultérieurement) conformément à notre stratégie en matière de capital. Le 5 août 2021, nous avons annoncé notre intention de racheter nos actions ordinaires jusqu'à concurrence de 1,2 G\$ (se reporter à la rubrique « Événements postérieurs à la date de clôture » du présent rapport de gestion pour un complément d'information). Ce nouveau programme de rachat s'ajoute au programme de rachat de 200 M\$ achevé en février 2021. Les rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre de rachat. Dans le cadre du nouveau programme de rachat, les actions seront rachetées dans le cadre d'une offre de rachat modifiée, qui a été approuvée par la TSX. L'offre de rachat modifiée entrera en vigueur le 10 août 2021. Elle augmente de 15 millions d'actions le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être rachetées. Aux termes de l'offre de rachat modifiée, nous pouvons racheter jusqu'à 20 millions d'actions ordinaires entre le 4 janvier 2021 et le 3 janvier 2022. L'offre de rachat, initialement approuvée en décembre 2020, prévoyait le rachat d'un nombre maximal de 5 millions d'actions ordinaires. L'offre de rachat modifiée nous permet de racheter des actions ordinaires dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la TSX, à la NYSE, à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la TSX ou la NYSE ou selon les lois applicables, y compris au moyen de contrats de rachat privés si la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités en valeurs mobilières concernées au Canada. Le prix payé par la société pour ses actions dans le cadre d'opérations sur le marché libre aux termes de l'offre de rachat correspondra au cours de l'action au moment de l'achat ou à tout autre prix autorisé par la TSX.

Nous n'avons fait aucun rachat d'actions au cours des trimestres clos les 30 juin 2021 et 2020. Les rachats d'actions aux termes de l'offre de rachat pour les semestres clos les 30 juin 2021 et 2020 s'établissent comme suit :

	Semestres clos les 30 juin	
	2021	2020
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	200	200
Nombre d'actions rachetées (en millions)	2,5	2,6
Rachats d'actions – prix moyen par action en dollars américains	81,45 \$	78,37 \$

Les décisions concernant les rachats futurs, le cas échéant, dépendront de facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et d'autres possibilités d'investir des capitaux pour favoriser la croissance. Nous pouvons choisir, en tout temps, de suspendre le rachat d'actions ou d'y mettre fin conformément aux lois en vigueur. De temps à autre, si nous ne possédons pas de renseignements importants nous concernant ou concernant nos titres que le public ignorerait, nous pouvons établir un programme prédéfini avec notre courtier en vue de racheter des actions pendant des périodes au cours desquelles nous ne sommes normalement pas actifs sur les marchés en raison de nos propres périodes d'interdiction d'opérations, de nos propres règles sur les opérations d'initié ou d'autres facteurs. Tout programme établi avec notre courtier sera adopté conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et aux exigences de la règle 10b5-1 de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans sa version modifiée.

Situation financière

Le total de notre actif s'établissait à 24,6 G\$ au 30 juin 2021, comparativement à 17,9 G\$ au 31 décembre 2020. La hausse rend compte de la valeur liée à notre participation dans LSEG.

Au 30 juin 2021, la valeur comptable du total des actifs courants était supérieure de 1,1 G\$ à celle du total des passifs courants, principalement en raison du solde de trésorerie exceptionnellement élevé. Comme nous l'avons décrit plus tôt, nous prévoyons, d'ici la fin de 2021, affecter une grande partie de ce solde pour payer le solde de l'impôt sur la vente de Refinitiv à LSEG et sur la vente ultérieure de certaines des actions de LSEG ainsi que pour verser des paiements anticipés à l'administration fiscale du Royaume-Uni dans le cadre d'un audit en cours et racheter un certain nombre de nos actions ordinaires. À l'occasion, les passifs courants peuvent dépasser les actifs courants, ce qui s'explique surtout par le fait que les passifs courants comprennent des produits différés d'un montant important tirés de la vente de produits et de services par abonnement, que bon nombre de clients règlent à l'avance. La trésorerie reçue lors de ces paiements anticipés est affectée au financement courant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement de notre entreprise. Cependant, aux fins comptables, ces paiements anticipés doivent être différés et comptabilisés sur la durée de l'abonnement. Nous inscrivons généralement un fonds de roulement déficitaire à notre état consolidé de la situation financière. Dans le cours normal des activités, les produits différés ne correspondent pas à une obligation en trésorerie, mais plutôt à l'obligation d'assurer la prestation de services ou la livraison de produits. En conséquence, nous sommes d'avis que notre situation ne reflète pas un problème de liquidité, mais bien le résultat de la comptabilité requise du fait de notre modèle d'entreprise.

Dette nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté

	30 juin	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2021	2020
Dette à long terme	3 806	3 772
Total de la dette	3 806	3 772
Swaps	(125)	(100)
Total de la dette après déduction des swaps	3 681	3 672
Déduire : ajustements de juste valeur pour les instruments de couverture¹⁾	(7)	1
Total de la dette, après déduction des contrats de couverture de change	3 674	3 673
Déduire : coûts de transaction, surcotes et décotes compris dans la valeur comptable de la dette	36	38
Ajouter : obligations locatives (partie courante et non courante)	271	306
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie²⁾	(2 342)	(1 787)
Dette nette³⁾	1 639	2 230
Ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté^{3), 4)}	2 076	1 975
Dette nette/BAIIA ajusté^{3), 4)}	0,8:1	1,1:1

- 1) Représente la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture qui sont déduits afin de refléter les sorties nettes de trésorerie à l'échéance.
- 2) Compte tenu de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevant respectivement à 68 M\$ et à 61 M\$ au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020, lesquels étaient détenus dans des filiales soumises à certaines restrictions réglementaires et contractuelles et qui exercent leurs activités dans des pays où il existe un contrôle des changes et d'autres restrictions d'ordre juridique, ce qui signifie qu'ils ne peuvent être utilisés pour les besoins généraux de l'entreprise.
- 3) Ce montant correspond à des mesures non conformes aux IFRS. À titre d'information supplémentaire concernant notre liquidité, nous présentons le ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires sur nos mesures financières non conformes aux IFRS.
- 4) Aux fins de ce calcul, le BAIIA ajusté est calculé sur douze mois consécutifs, compte tenu d'un BAIIA ajusté de 502 M\$, de 558 M\$, de 525 M\$ et de 491 M\$ pour les trimestres clos respectivement le 30 juin 2021, le 31 mars 2021, le 31 décembre 2020 et le 30 septembre 2020. Se reporter à l'annexe B du présent rapport de gestion, à notre rapport annuel 2020 et à nos rapports intermédiaires pour les trimestres clos le 31 mars 2021 et le 30 septembre 2020 pour des renseignements complémentaires sur le calcul du BAIIA ajusté de chacune de ces périodes.

Au 30 juin 2021, le total de notre dette (après déduction des swaps) s'élevait à 3,7 G\$. Les dates d'échéance de nos emprunts à terme sont bien échelonnées et ne sont pas concentrées dans un exercice en particulier. Au 30 juin 2021, la durée moyenne à courir jusqu'à l'échéance de nos emprunts à terme était d'environ neuf ans et le taux d'intérêt moyen s'y appliquant (après déduction des swaps) s'établissait à un peu plus de 4 %, qui est entièrement fixe. Notre ratio d'endettement, qui correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté, était inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. La diminution de notre dette nette est essentiellement attribuable à la hausse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements).

Arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés

Pour le sommaire des autres arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2020. Au cours du semestre clos le 30 juin 2021, il ne s'est produit aucun changement important dans ces arrangements, engagements et obligations contractuelles.

Éventualités

Actions et réclamations en justice

Nous sommes partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales et les poursuites en diffamation et en violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre nous restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que le résultat définitif de ces causes, prises individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

Nous sommes assujettis à l'impôt s'appliquant sur de nombreux territoires, et nous faisons régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, les autorités fiscales pouvant contester certaines positions et proposer des ajustements ou des changements à nos déclarations fiscales.

En conséquence, nous maintenons des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à notre avis, reflètent de façon appropriée les risques visant la société. Ces provisions sont établies à l'aide de nos estimations les plus probables du montant à payer, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, nous calculons la valeur attendue afin de déterminer le montant de nos provisions. Nous réévaluons ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour voir si le montant est suffisant, et les ajustons en fonction de l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude entourant les contrôles fiscaux, il se peut qu'un passif découlant de ces contrôles ou d'un litige connexe diffère de façon importante de nos provisions. Toutefois, à la lumière des lois actuellement en vigueur et de l'information dont nous disposons et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces questions, individuellement ou collectivement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

En février 2018, l'administration fiscale du Royaume-Uni, la HM Revenue & Customs (la « HMRC »), a émis, en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés, des avis d'imposition pour l'année d'imposition 2015 visant certaines de nos filiales actuelles et de nos anciennes filiales au Royaume-Uni. Nous avons payé des impôts de 31 M\$, conformément à ce qu'exigeaient les avis d'imposition. Comme la direction n'estimait pas que ces filiales au Royaume-Uni entraient dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés, nous avons contesté ces avis d'imposition en juillet 2019 afin d'obtenir un remboursement. En février 2021, la HMRC a émis des avis d'imposition pour l'année d'imposition 2016 dont le montant totalise 87 M\$, que nous avons payés en mars 2021, tel que l'exigeaient les avis d'imposition. En juin 2021, la HMRC a émis des avis d'imposition préliminaires pour l'année d'imposition 2018 d'un montant d'environ 266 M\$, que nous prévoyons devoir payer d'ici septembre 2021. Par ailleurs, compte tenu des discussions récentes avec la HMRC, la direction croit qu'il est raisonnablement possible que cette dernière émette au cours des six prochains mois des avis d'imposition similaires pour une autre année d'un montant qui pourrait atteindre 80 M\$. Ces avis d'imposition attendus et à payer visent essentiellement des entreprises que nous avons vendues. Certains des avis d'imposition font l'objet d'ententes d'indemnisation aux termes desquels nous avons été ou nous serons tenus de payer des impôts supplémentaires à la HMRC, y compris ceux qui sont attribuables aux contreparties aux ententes d'indemnisation. Nous défendrons vigoureusement notre position en contestant les avis d'imposition attendus ou à payer au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à notre disposition. Les paiements que nous pourrions effectuer ne reflètent pas notre position quant au bien-fondé de la question. Comme la direction estime que notre position est justifiée par la loi, nous ne pensons pas que la résolution de cette question aura une incidence significative sur notre situation financière dans son ensemble. Nous prévoyons donc comptabiliser la presque totalité de ces paiements à titre de montant à recevoir de HMRC non courant et l'indemnité de la contrepartie dans nos états financiers, puisque nous nous attendons à recevoir des remboursements pour la presque totalité du montant global payé en vertu de ces avis d'imposition. Nous prévoyons que nos sources de trésorerie existantes seront suffisantes pour financer les paiements requis, le cas échéant.

Pour un complément d'information, veuillez consulter la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2020, où sont détaillés les risques liés aux questions juridiques et fiscales.

Perspectives

L'information présentée dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec la rubrique « Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ».

Les résultats du deuxième trimestre ont dépassé toutes les mesures de croissance des produits des activités ordinaires comprises dans nos perspectives commerciales pour le deuxième trimestre communiquées en mai 2021. En août 2021, nous avons annoncé nos perspectives commerciales pour le troisième trimestre de 2021.

Nos perspectives commerciales pour l'exercice 2021 en entier ont été communiquées en février 2021, puis mises à jour en mai et août 2021. Le tableau qui suit résume les modifications apportées en 2021 à nos perspectives commerciales pour l'exercice 2021 en entier.

Perspectives globales pour Thomson Reuters pour l'exercice 2021 en entier			
	23 février 2021	4 mai 2021	5 août 2021
<i>Avant l'effet du change, compte tenu des répercussions du programme de transformation et compte non tenu des acquisitions ou cessions futures</i>			
Croissance des produits des activités ordinaires	De 3,0 % à 4,0 %	De 3,5 % à 4,0 %	De 4,0 % à 4,5 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires	De 3,0 % à 4,0 %	De 3,5 % à 4,0 %	De 4,0 % à 4,5 %
Marge du BAIIA ajusté	De 30 % à 31 %	Aucun changement	De 31 % à 32 %
Charges liées au siège social	Entre 305 M\$ et 340 M\$	Aucun changement	Aucun changement
Charges de base liées au siège social	Entre 130 M\$ et 140 M\$	Aucun changement	Aucun changement
Charges d'exploitation liées au programme de transformation	Entre 175 M\$ et 200 M\$	Aucun changement	Aucun changement
Flux de trésorerie disponibles	Entre 1,0 G\$ et 1,1 G\$	Aucun changement	Entre 1,1 G\$ et 1,2 G\$
Dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires	De 9,0 % à 9,5 %	Aucun changement	Aucun changement
Dépenses d'investissement liées au programme de transformation	Entre 125 M\$ et 150 M\$	Aucun changement	Aucun changement
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels	Entre 650 M\$ et 675 M\$	Aucun changement	Aucun changement
Charge d'intérêts	Entre 190 M\$ et 210 M\$	Aucun changement	Aucun changement
Taux d'impôt effectif sur le bénéfice ajusté	De 16 % à 18 %	Aucun changement	Aucun changement

Perspectives pour les 3 grands secteurs pour l'exercice 2021 en entier			
	23 février 2021	4 mai 2021	5 août 2021
<i>Avant l'effet du change, compte tenu des répercussions du programme de transformation et compte non tenu des acquisitions ou cessions futures</i>			
Croissance des produits des activités ordinaires	De 4,5 % à 5,5 %	De 5,0 % à 5,5 %	De 5,5 % à 6,0 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires	De 4,5 % à 5,5 %	De 5,0 % à 5,5 %	De 5,5 % à 6,0 %
Marge du BAIIA ajusté	De 38 % à 39 %	Aucun changement	Approximativement 39 %

En février 2021, la société a annoncé un programme de transformation sur deux ans visant la transformation de notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et son passage de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu. Nos perspectives tiennent compte des répercussions prévues du programme de transformation, dont la mise en œuvre devrait pour l'essentiel durer 24 mois (de 2021 à 2022) et nécessiter un investissement de l'ordre de 500 M\$ à 600 M\$ sur cette période. D'ici 2023, nous estimons que cette initiative nous aura procuré les avantages financiers suivants :

- Croissance interne des produits des activités ordinaires de l'ordre de 5 % à 6 %, y compris des produits des activités ordinaires annuels supplémentaires de 100 M\$;
- Marge du BAIIA ajusté se situant entre 38 % et 40 %;
- Flux de trésorerie disponibles se chiffrant entre 1,8 G\$ et 2,0 G\$;
- Économie de charges d'exploitation annuelles de 600 M\$, dont 200 M\$ devraient être réinvestis dans des initiatives de croissance;
- Dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires se situant dans une fourchette de 6 % à 6,5 %.

Nos perspectives présument de plus que les cours de change demeureront constants par rapport à ceux de 2020 et ne tiennent pas compte de l'incidence des acquisitions ou cessions qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Nous pensons que ce type d'information fournit des renseignements utiles sur la performance de nos activités. Certaines mesures financières présentées dans ces perspectives financières sont établies sur une base non conforme aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Le tableau qui suit indique nos perspectives commerciales actuelles sur trois exercices.

Perspectives pour les exercices 2021, 2022 et 2023			
Perspectives globales pour Thomson Reuters			
	2021 (mises à jour le 5 août)	2022	2023
<i>Avant l'effet du change, compte tenu des répercussions du programme de transformation et compte non tenu des acquisitions ou cessions futures</i>			
Croissance des produits des activités ordinaires	De 4,0 % à 4,5 %	De 4,0 % à 5,0 %	De 5,0 % à 6,0 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>	<i>De 4,0 % à 4,5 %</i>	<i>De 4,0 % à 5,0 %</i>	<i>De 5,0 % à 6,0 %</i>
Marge du BAIIA ajusté	De 31 % à 32 %	De 34 % à 35 %	De 38 % à 40 %
Charges liées au siège social	Entre 305 M\$ et 340 M\$	Entre 245 M\$ et 280 M\$	Entre 110 M\$ et 120 M\$
Charges de base liées au siège social	Entre 130 M\$ et 140 M\$	Entre 120 M\$ et 130 M\$	Entre 110 M\$ et 120 M\$
Charges d'exploitation liées au programme de transformation	Entre 175 M\$ et 200 M\$	Entre 125 M\$ et 150 M\$	0 \$
Flux de trésorerie disponibles	Entre 1,1 G\$ et 1,2 G\$	Entre 1,2 G\$ et 1,3 G\$	Entre 1,8 G\$ et 2,0 G\$
Dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires	De 9,0 % à 9,5 %	De 7,5 % à 8,0 %	De 6,0 % à 6,5 %
Dépenses d'investissement liées au programme de transformation	Entre 125 M\$ et 150 M\$	Entre 75 M\$ et 100 M\$	0 \$
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels	Entre 650 M\$ et 675 M\$	Entre 620 M\$ et 645 M\$	Entre 580 M\$ et 605 M\$
Charge d'intérêts	Entre 190 M\$ et 210 M\$	Entre 190 M\$ et 210 M\$	Entre 190 M\$ et 210 M\$
Taux d'impôt effectif sur le bénéfice ajusté	De 16 % à 18 %	s. o.	s. o.
Perspectives pour les 3 grands secteurs			
	2021 (mises à jour le 5 août)	2022	2023
<i>Avant l'effet du change, compte tenu des répercussions du programme de transformation et compte non tenu des acquisitions ou cessions futures</i>			
Croissance des produits des activités ordinaires	De 5,5 % à 6,0 %	De 5,5 % à 6,5 %	De 6,0 % à 7,0 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>	<i>De 5,5 % à 6,0 %</i>	<i>De 5,5 % à 6,5 %</i>	<i>De 6,0 % à 7,0 %</i>
Marge du BAIIA ajusté	Approximativement 39 %	De 41 % à 42 %	De 43 % à 45 %

Investissements dans le programme de transformation en 2021

En 2021, nous prévoyons investir dans le programme de transformation un montant de 300 M\$ à 350 M\$; nous avons engagé une tranche de 91 M\$ au premier semestre et nous prévoyons engager une tranche de 210 M\$ à 260 M\$ au deuxième semestre. Pour chaque période et pour l'exercice complet, nous prévoyons passer en charges 60 % des investissements et inscrire à l'actif 40 % des investissements, lesquels seront amortis au cours des périodes ultérieures.

Perspectives pour le troisième trimestre de 2021

- Les produits des activités ordinaires, au total et en ce qui a trait à la croissance interne, devraient augmenter de 3,5 % à 4,0 %.
- Pour les 3 grands secteurs, la croissance des produits des activités ordinaires, au total et en ce qui a trait à la croissance interne, devrait se situer entre 5,0 % et 5,5 %.
- Les produits des activités ordinaires du secteur Fiscalité et comptabilité devraient afficher une hausse se situant dans le bas de la fourchette allant de 0 % à 10 %.
- Les produits des activités ordinaires du secteur Reuters News devraient progresser à l'intérieur d'une fourchette de 2,0 % à 3,0 %.
- Les produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales devraient diminuer de 5,0 % à 8,0 %.

Le tableau qui suit rend compte des principales hypothèses et des risques importants pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère des attentes sur lesquelles reposent nos perspectives financières.

Produits des activités ordinaires	
Principales hypothèses	Risques importants
- La conjoncture économique mondiale s'améliorera tout au long de 2021 et jusqu'en 2023, malgré des périodes de volatilité causées par les perturbations liées à la COVID-19 et les mesures qui ont été prises pour tenter d'en atténuer les répercussions. - Les produits et services de confiance qui aident les clients à se retrouver dans des contextes juridiques, fiscaux, comptables, réglementaires, géopolitiques et commerciaux en évolution constante, ainsi que les outils numériques infonuagiques qui stimulent la productivité, feront l'objet d'une demande soutenue. - Nous serons toujours en mesure d'offrir des produits novateurs qui répondent aux besoins changeants des clients. - Nous rallierons de nouveaux clients grâce au développement et à l'amélioration de nos plateformes numériques, à la rationalisation de notre portefeuille de produits et à d'autres initiatives de nature commerciale. - Nos efforts de simplification commerciale et les améliorations apportées au service à la clientèle nous permettront d'accroître le taux de fidélisation.	- Les perturbations associées à la pandémie de COVID-19, notamment les quarantaines imposées et les ordonnances de confinement à la maison par les gouvernements, pourraient durer plus longtemps que nous ne le prévoyons ou être interrompues par de nouvelles éclosions et résurgences du virus, ce qui repousserait à plus tard le redressement de l'économie mondiale. - L'incertitude entourant l'économie mondiale causée par la pandémie de COVID-19 ainsi que la réforme de la réglementation et les bouleversements politiques connexes pourraient réduire les occasions d'affaires pour nos clients, créant pour certains d'entre eux des pressions importantes sur les coûts qui pourraient éventuellement les contraindre à réduire le nombre de professionnels qu'ils emploient, ce qui pourrait entraîner une contraction de la demande à l'égard de nos produits et services. - L'évolution des habitudes d'achat des clients ou notre incapacité de mettre en œuvre des initiatives clés en matière de conception de produits ou de service à la clientèle pourraient entraîner une diminution de la demande pour nos produits et services. - La concurrence des prix et la création de nouveaux produits pourraient avoir une incidence sur nos produits des activités ordinaires. - Nos initiatives relatives aux ventes, à la simplification commerciale et à la conception de produits pourraient être insuffisantes pour fidéliser les clients ou générer de nouvelles ventes.
Marge du BAIIA ajusté	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de croissance des produits des activités ordinaires. - Les produits à croissance élevée occuperont une partie de plus en plus importante de nos activités. - Les charges liées au programme de transformation seront de l'ordre de 500 M\$ à 600 M\$ en 2021 et en 2022. - Les investissements dans le programme de transformation donneront lieu à une hausse de la marge du BAIIA ajusté en faisant augmenter les produits des activités ordinaires et les efficacités d'ici 2023.	- Voir les risques ci-dessus se rapportant aux perspectives en matière de produits des activités ordinaires. - Le coût de mise en œuvre de notre programme de transformation pourrait dépasser les prévisions actuelles, ou les avantages attendus d'ici 2023 pourraient être inférieurs aux prévisions. - Les activités d'acquisition et de cession pourraient diluer la marge du BAIIA ajusté.
Flux de trésorerie disponibles	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de produits des activités ordinaires et de marge du BAIIA ajusté. - Les dépenses d'investissement devraient représenter entre 9 % et 9,5 % des produits des activités ordinaires pour 2021, entre 7,5 % et 8 % des produits des activités ordinaires pour 2022, et entre 6 % et 6,5 % des produits des activités ordinaires pour 2023.	- Voir les risques ci-dessus concernant les perspectives relatives aux produits des activités ordinaires et à la marge du BAIIA ajusté. - L'affaiblissement de la situation macroéconomique pourrait avoir une incidence défavorable sur le fonds de roulement, y compris sur la capacité de nos clients à nous payer. - Les dépenses d'investissement pourraient être supérieures aux prévisions. - Le moment et le montant des paiements d'impôt aux gouvernements pourraient différer des prévisions.

Taux d'impôt effectif sur notre résultat ajusté

Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre notre cible de BAIIA ajusté. - Aucun changement important ne sera apporté aux taux s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt ont été comptabilisés en 2020. - Aucun changement important ne sera apporté aux lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels sera de l'ordre de 650 M\$ à 675 M\$ pour 2021. - La charge d'intérêts sera de l'ordre de 190 M\$ à 210 M\$ pour 2021.	- Voir les risques précédents concernant le BAIIA ajusté. - La répartition géographique du résultat avant impôt pourrait changer de manière importante. - Les lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous pourraient faire l'objet de changements importants auxquels nous ne nous attendions pas. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et la charge d'intérêts pourraient être beaucoup plus élevées ou beaucoup moins élevées que prévu.

Nos perspectives font état de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que la présentation de rapprochements des mesures financières non conformes aux IFRS sous-jacentes à nos perspectives pourrait s'avérer trompeuse et peu pratique en raison de la difficulté à prévoir des éléments qui ne sont pas représentatifs des activités courantes pour toute période à venir. L'ampleur de ces éléments pourrait être importante. Par conséquent, pour les besoins de ces perspectives seulement, il ne nous est pas possible de rapprocher ces mesures non conformes aux IFRS aux mesures conformes aux IFRS les plus comparables, car nous ne pouvons prévoir, avec une certitude raisonnable, l'effet des variations des cours de change sur : i) la conversion de nos résultats présentés selon les cours de change moyens de l'exercice, et ii) d'autres produits financiers ou charges financières liés aux accords de financement intragroupe. Nous ne pouvons non plus prévoir avec une certitude raisonnable i) notre quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, qui est assujettie à la variation du cours des actions de LSEG, ni ii) la réalisation ou le montant d'autres profits et pertes d'exploitation, qui découlent généralement de transactions commerciales que nous ne prévoyons pas actuellement.

Bien que notre performance du premier semestre de 2021 ait renforcé notre confiance à l'égard de nos perspectives, l'économie mondiale demeure considérablement perturbée en raison des inquiétudes entourant la propagation de la COVID-19 et des mesures qui ont été prises pour tenter d'en atténuer les répercussions. Toute dégradation du contexte commercial et économique à l'échelle mondiale pourrait nuire à notre capacité de concrétiser nos perspectives.

Transactions entre parties liées

Au 4 août 2021, Woodbridge détenait en propriété réelle environ 66 % de nos actions ordinaires.

En mars 2021, nous avons reçu un dividende de 994 M\$ relativement à la vente des actions de LSEG détenues par YPL, une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. En juin 2021, nous avons reçu un dividende de 51 M\$ de YPL représentant notre part des dividendes de LSEG (se reporter à la rubrique « Vente de Refinitiv à LSEG » du présent rapport de gestion pour un complément d'information).

À l'exception des transactions susmentionnées, aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours du premier semestre de 2021. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du rapport de gestion annuel de 2020 figurant dans notre rapport annuel 2020, de même qu'à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2020 pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Événements postérieurs à la date de clôture

Rachat d'actions

Le 5 août 2021, nous avons annoncé notre intention de racheter nos actions ordinaires jusqu'à concurrence de 1,2 G\$. La réalisation du programme dépendra de certains facteurs, notamment les conditions du marché, le cours de l'action et les occasions d'investir le capital à des fins de croissance.

Changements touchant les méthodes comptables

Pour un obtenir de l'information sur les changements touchant les méthodes comptables, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Changements touchant les méthodes comptables » de notre rapport de gestion annuel de 2020, lequel figure dans notre rapport annuel 2020. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2020, nos méthodes comptables n'ont pas changé de manière importante.

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction de faire des estimations et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Pour un complément d'information, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » de notre rapport de gestion annuel de 2020, lequel figure dans notre rapport annuel 2020. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2020, nos estimations comptables et nos jugements critiques n'ont pas changé de manière importante.

Renseignements supplémentaires

Contrôles et procédures de communication de l'information

Après avoir évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information (au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes des États-Unis et du Canada) en date de la fin de la période considérée dans le présent rapport de gestion, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et permettaient de garantir que tous les renseignements que nous devons fournir dans les rapports que nous déposons ou transmettons en vertu de la loi intitulée *Securities Exchange Act* des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes pertinentes sont i) enregistrés, traités, condensés et présentés dans les délais prévus dans les règles et formulaires de la SEC et des autorités canadiennes de valeurs mobilières, et ii) recueillis, puis communiqués à notre direction, y compris au chef de la direction et au chef de la direction financière, afin que des décisions concernant la communication de l'information exigée puissent être prises en temps opportun.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Nous mettons en œuvre l'initiative d'efficience à long terme suivante qui influe sur l'information financière que nous présentons. Nous améliorons progressivement, sur plusieurs années, les applications de gestion de la prise de commande à l'encaissement (« order-to-cash » ou OTC) et la gestion des flux de travaux connexes. Les principaux éléments des solutions OTC sont les fonctions gestion des commandes, facturation, gestion de la trésorerie et recouvrements. Nous comptons réduire le nombre d'applications et rationaliser et automatiser les procédés dans l'ensemble de l'entreprise grâce à cette initiative.

Cette initiative étant mise en œuvre graduellement sur une période prolongée, la nature et l'étendue des activités varieront d'un trimestre à l'autre. Selon la nature et l'étendue du travail effectué, cette initiative pourrait donner lieu à des modifications significatives de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière; nous continuerons donc de modifier la conception et la documentation des processus et des procédures de contrôle interne connexes, si nécessaire.

Sauf les faits susmentionnés, aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au dernier trimestre de 2021 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Capital-actions

Au 4 août 2021, 495 851 072 actions ordinaires, 6 000 000 d'actions privilégiées de série II, 3 044 665 options sur actions et un total de 2 652 774 unités d'actions de négociation restreinte temporelles et unités d'actions de négociation liées au rendement étaient en circulation ou en cours. Nous avons en outre émis une action de fondateur de Thomson Reuters Founders Share Company, qui permet à cette société d'exercer un droit de vote extraordinaire visant à préserver les principes de confiance de Thomson Reuters.

Dépôts de documents auprès des autorités compétentes et informations réglementaires

Le lecteur est invité à prendre connaissance d'autres renseignements sur notre société, notamment dans le rapport annuel 2020 (qui comprend l'information devant être présentée dans la notice annuelle) et d'autres documents d'information, rapports, états, etc., que nous déposons auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission (« SEC ») des États-Unis à l'adresse www.sec.gov.

Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs, dont les énoncés ayant trait aux perspectives commerciales trimestrielles et sur trois ans, et aux attentes concernant le programme de transition, les énoncés concernant l'intention de la société de cibler un ratio de distribution se situant entre 50 % et 60 % de ses flux de trésorerie disponibles, les énoncés concernant la croissance future attendue de nos secteurs ou activités axés sur le client, les attentes de la société concernant les rachats d'actions et les paiements à la HMRC. Ces énoncés se caractérisent par l'emploi d'expressions comme « s'attendre à », « estimer », « croire », « cibler », « avoir l'intention », « prévoir », « projeter » et d'autres expressions analogues, ainsi que l'emploi du futur et du conditionnel. Bien que nous croyions que les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion reposent sur des fondements raisonnables, ils ne sont pas garants du rendement ou des résultats futurs, et rien ne garantit que tout autre événement décrit dans les énoncés prospectifs se concrétisera. Ces énoncés prospectifs, y compris ceux qui ont trait à la pandémie de COVID-19, sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart significatif entre les résultats ou les événements réels et les attentes actuelles. Plusieurs de ces risques, incertitudes et hypothèses sont indépendants de la volonté de la société, et il peut être difficile d'en prédire les effets. En particulier, la pleine mesure des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur nos activités et nos résultats financiers sera tributaire d'une multitude de facteurs en constante évolution que nous ne pourrions pas nécessairement prévoir avec exactitude.

Certains résultats ou événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles énoncées précédemment à la rubrique « Perspectives ». D'autres facteurs sont exposés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2020 et dans des documents que Thomson Reuters dépose de temps à autre auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou qu'elle leur fournit. Bon nombre de ces risques sont, et pourraient être, exacerbés par la pandémie de COVID-19 et toute dégradation du contexte commercial et économique à l'échelle mondiale en résultant. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront.

Les perspectives commerciales trimestrielles et sur trois ans de la société sont fondées sur les renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle et sur diverses hypothèses internes et externes émises par la direction à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances antérieures, de la situation actuelle et des faits attendus dans l'avenir (y compris ceux qui se rapportent à la pandémie de COVID-19), de même que sur d'autres facteurs que la direction juge pertinents dans les circonstances.

Les perspectives commerciales de la société ont pour but de fournir de l'information au sujet des prévisions actuelles pour les périodes présentées. Elles peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui ne visent qu'à exprimer les attentes à la date du présent rapport de gestion. Sauf dans la mesure exigée par les lois applicables, Thomson Reuters décline toute responsabilité de mettre à jour ou de modifier des énoncés prospectifs.

Annexe A

Mesures financières non conformes aux IFRS

Nous avons recours à certaines mesures financières non conformes aux IFRS à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière. En outre, des mesures non conformes aux IFRS utilisées comme mesures de performance servent de fondement aux programmes de rémunération incitative de la direction. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et, par conséquent, il est peu probable que leur calcul soit comparable au calcul de mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons les mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et expliquons pourquoi, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Des rapprochements avec les mesures des IFRS les plus directement comparables sont présentés à l'annexe B et à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
BAlIA ajusté sectoriel, BAlIA ajusté consolidé et marges connexes		
Le BAlIA ajusté sectoriel représente le bénéfice lié aux activités poursuivies avant l'incidence de la charge ou du produit d'impôt, du montant net de la charge d'intérêts, des autres charges financières ou produits financiers, de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs, des ajustements de juste valeur et des éléments liés au siège social. Le BAlIA ajusté consolidé comprend le BAlIA ajusté sectoriel pour chaque secteur à présenter et les charges liées au siège social. Les marges connexes sont exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires.	Fournit une base d'évaluation cohérente de la rentabilité d'exploitation et des tendances de performance en excluant les éléments que nous ne considérons pas comme des activités contrôlables aux fins de cette évaluation. Représente une mesure fréquemment présentée par les entités et abondamment utilisée par les investisseurs comme paramètre d'évaluation. La mesure permet aussi d'évaluer la capacité de la société de contracter des dettes et d'en assurer le service.	Bénéfice lié aux activités poursuivies
BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et marge connexe		
BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement. La marge connexe est exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires.	Fournit, en une seule mesure, une base d'évaluation de la rentabilité d'exploitation et de l'intensité de capital. Cette mesure tient compte des investissements, que ceux-ci soient passés en charges ou incorporés à l'actif.	Bénéfice lié aux activités poursuivies

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
Résultat ajusté et résultat ajusté par action Bénéfice net : - Exclusion faite de l'incidence après impôt des ajustements de juste valeur, de la dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur des actifs, des autres charges financières ou produits financiers, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des activités abandonnées et des autres éléments ayant une incidence sur la comparabilité. Nous calculons le montant après impôt de chaque élément exclu du calcul du résultat ajusté en fonction des règles fiscales et des taux d'imposition appropriés à la nature et au territoire de chaque élément. - Nous déduisons également les dividendes déclarés sur les actions privilégiées. Le résultat ajusté par action est calculé à partir du résultat ajusté au moyen du nombre moyen pondéré d'actions servant au calcul du résultat dilué par action. Nous ajustons aussi le bénéfice et le résultat par action des périodes intermédiaires afin de refléter un taux d'impôt effectif normalisé. Plus précisément, le taux d'impôt effectif normalisé correspond au taux d'impôt effectif annualisé estimatif, appliqué au résultat ajusté avant impôt de la période intermédiaire. Le taux d'impôt effectif présenté est fondé sur les taux d'impôt effectifs annuels de chaque territoire s'appliquant au résultat avant impôt de chaque période intermédiaire.		
	Procurent une base plus comparable pour l'analyse du résultat et constituent aussi des mesures utilisées couramment par les actionnaires pour l'évaluation de notre performance. Parce que la répartition géographique du résultat avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, notre taux d'impôt effectif calculé conformément aux IFRS par trimestre peut être plus volatil. Nous estimons donc que l'utilisation du taux d'impôt effectif annualisé prévu accroît la comparabilité des résultats des périodes intermédiaires. La normalisation du taux d'impôt effectif permet de mieux répartir l'impôt estimatif de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais elle n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice ni sur l'impôt décaissé.	Bénéfice net et résultat dilué par action Total de la dette (dette courante plus dette à long terme)
Dette nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté Dette nette : Dette totale (compte non tenu des coûts de transaction non amortis, des surcotes ou décotes connexes) plus la composante change de la juste valeur des instruments de couverture connexes et les obligations locatives, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Dette nette sur le BAIIA ajusté : La dette nette est divisée par le BAIIA ajusté pour les douze mois précédents se terminant avec le trimestre à l'étude.		
	Procure une mesure couramment utilisée pour évaluer le niveau d'endettement de la société. Étant donné que nous couvrons une partie de notre dette pour réduire le risque, nous tenons compte des instruments de couverture puisque nous estimons qu'ils permettent de mieux mesurer l'ensemble des obligations rattachées à notre dette en cours. Cependant, comme nous prévoyons généralement conserver la dette et les instruments de couverture qui s'y rattachent jusqu'à l'échéance, nous ne tenons pas compte de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture dans nos calculs. Nous retranchons la trésorerie et les équivalents de trésorerie du montant brut de la dette. Procure une mesure couramment utilisée de la capacité d'une société à rembourser sa dette. Notre mesure non conforme aux IFRS est en phase avec le calcul de notre cible interne et est plus prudente que le ratio maximal permis aux termes des clauses restrictives de notre facilité de crédit.	Pour le BAIIA ajusté, voir la définition précédente pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
Flux de trésorerie disponibles		
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation, au produit des cessions d'immobilisations et aux autres activités d'investissement, diminuées des dépenses d'investissement, des paiements au titre du capital des contrats de location et des dividendes versés sur nos actions privilégiées.	Facilitent l'évaluation de notre capacité à long terme de créer de la valeur pour nos actionnaires parce qu'il s'agit de la trésorerie disponible pour rembourser la dette, verser des dividendes sur les actions ordinaires et financer les rachats d'actions et les nouvelles acquisitions.	Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation
Variations avant effet du change ou « en devises constantes »		
Mesures applicables lorsque les variations sont présentées avant l'effet du change ou « en devises constantes » Mesures conformes aux IFRS : • Produits des activités ordinaires • Charges d'exploitation Mesures non conformes aux IFRS : • BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté • Résultat ajusté par action	Améliore la comparabilité des tendances qu'affichent les activités d'une période à l'autre. Notre monnaie de présentation est le dollar américain. Toutefois, nous exerçons des activités dans des monnaies autres que le dollar américain. Nous évaluons notre performance avant l'effet du change (ou « en devises constantes »), c'est-à-dire que nous appliquons les mêmes cours de change aux montants de la période considérée et de la période comparable précédente. Pour calculer l'effet du change sur une période par rapport à une autre, nous convertissons les résultats libellés en monnaie locale de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent en nous servant du même cours de change.	Pour chaque mesure non conforme aux IFRS, voir les définitions précédentes pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Variations des produits des activités ordinaires calculés sur la base de la croissance interne		
Mesure reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives. • Nous calculons la croissance interne liée aux acquisitions comme si nous avions détenu l'entreprise acquise au cours des deux périodes. Nous comparons les produits des activités ordinaires de l'entreprise acquise pour la période au cours de laquelle nous détenions cette entreprise avec les produits des activités ordinaires de cette entreprise pour la période correspondante de l'exercice précédent au cours de laquelle elle n'était pas détenue par la société. • Nous calculons la croissance interne liée aux cessions comme si nous n'avions pas détenu l'entreprise au cours des deux périodes. Nous ne tenons pas compte des produits des activités ordinaires de l'entreprise cédée à compter de la cession ni des produits des activités ordinaires de la période correspondante de l'exercice précédant la vente.	Permettent une meilleure analyse du rendement de nos entreprises existantes en éliminant la distorsion et fournissent une mesure plus précise de notre capacité de faire croître nos activités à long terme.	Produits des activités ordinaires

Annexe B

La présente annexe fournit des rapprochements de certaines mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables qui ne sont pas présentés ailleurs dans le présent rapport de gestion pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2021 et 2020.

Rapprochement du bénéfice lié aux activités poursuivies, du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2021	2020	2021	2020
Bénéfice lié aux activités poursuivies	1 072	131	6 105	322
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Charge d'impôt	289	16	1 883	63
Autres (produits) charges financiers	(2)	13	4	(34)
Charge d'intérêts, montant net	49	52	100	97
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	30	30	61	60
Dotation aux amortissements des logiciels	122	118	237	229
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	42	43	88	83
BAIIA	1 602	403	8 478	820
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Quote-part (du bénéfice) de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(1 092)	153	(7 389)	207
Autres profits d'exploitation, montant net	(14)	(80)	(31)	(48)
Ajustements de juste valeur	6	3	2	(20)
BAIIA ajusté	502	479	1 060	959
Déduire : dépenses d'investissement	(113)	(145)	(233)	(287)
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	389	334	827	672
Marge du BAIIA ajusté	32,7 %	34,1 %	34,1 %	32,8 %
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	25,4 %	23,8 %	26,6 %	23,0 %

Rapprochement du bénéfice net, du résultat ajusté et du résultat ajusté par action

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les données sur les actions)	2021	2020	2021	2020
Bénéfice net	1 068	126	6 104	319
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Ajustements de juste valeur	6	3	2	(20)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	30	30	61	60
Autres profits d'exploitation, montant net	(14)	(80)	(31)	(48)
Autres (produits) charges financiers	(2)	13	4	(34)
Quote-part (du bénéfice) de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(1 092)	153	(7 389)	207
Impôt sur les éléments ci-dessus ¹⁾	255	(28)	1 790	(59)
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité ¹⁾	(12)	9	(11)	39
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	4	5	1	3
Normalisation du taux d'impôt effectif des périodes intermédiaires¹⁾	(3)	(10)	(2)	(6)
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	(1)	(1)
Résultat ajusté	240	221	528	460
Résultat ajusté par action	0,48 \$	0,44 \$	1,06 \$	0,92 \$
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires (en millions)	497,3	497,6	497,1	497,6

1) Se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation – Charge d'impôt » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2021	2020	2021	2020
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	462	422	842	598
Dépenses d'investissement	(113)	(145)	(233)	(287)
Produit des cessions d'immobilisations corporelles	-	45	-	64
Autres activités d'investissement	52	1	53	2
Paiements au titre du capital des contrats de location	(22)	(18)	(43)	(36)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	-	-	(1)	(1)
Flux de trésorerie disponibles	379	305	618	340

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

	Trimestres clos les 30 juin						
				Variation			
(en millions de dollars américains)	2021	2020	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Croissance interne
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	673	620	9 %	2 %	7 %	-	6 %
Grandes sociétés	348	329	6 %	1 %	4 %	-	4 %
Fiscalité et comptabilité	197	168	17 %	1 %	15 %	-	15 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 218	1 117	9 %	2 %	7 %	-	7 %
Reuters News	168	155	9 %	2 %	6 %	-	6 %
Publications mondiales	147	134	9 %	3 %	6 %	-	6 %
Éliminations/arrondissement	(1)	(1)					
Total des produits des activités ordinaires	1 532	1 405	9 %	2 %	7 %	-	7 %

Rapprochement des variations des produits récurrents, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

	Trimestres clos les 30 juin						
				Variation			
(en millions de dollars américains)	2021	2020	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Croissance interne
Produits récurrents							
Professionnels du droit	626	580	8 %	2 %	6 %	-	6 %
Grandes sociétés	300	282	6 %	2 %	5 %	-	5 %
Fiscalité et comptabilité	150	136	10 %	1 %	9 %	-	9 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 076	998	8 %	2 %	6 %	-	6 %
Reuters News	144	141	3 %	2 %	1 %	-	1 %
Total des produits récurrents	1 220	1 139	7 %	2 %	5 %	-	5 %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations des produits tirés des transactions, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin						
	2021	2020	Total	Variation			
				Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Croissance interne
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	47	40	18 %	4 %	14 %	-	14 %
Grandes sociétés	48	47	2 %	1 %	1 %	-	1 %
Fiscalité et comptabilité	47	32	45 %	2 %	43 %	-	43 %
3 grands secteurs pris collectivement	142	119	19 %	2 %	17 %	-	17 %
Reuters News	24	14	72 %	9 %	62 %	2 %	61 %
Total des produits tirés des transactions	166	133	25 %	3 %	22 %	-	22 %

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Semestres clos les 30 juin						
	2021	2020	Total	Variation			
				Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Croissance interne
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	1 341	1 246	8 %	2 %	6 %	-	6 %
Grandes sociétés	732	696	5 %	1 %	4 %	-	4 %
Fiscalité et comptabilité	422	386	9 %	-	9 %	-	9 %
3 grands secteurs pris collectivement	2 495	2 328	7 %	1 %	6 %	-	6 %
Reuters News	328	310	6 %	2 %	4 %	-	4 %
Publications mondiales	290	289	-	2 %	(2) %	-	(2) %
Éliminations/arrondissement	(1)	(2)					
Total des produits des activités ordinaires	3 112	2 925	6 %	1 %	5 %	-	5 %

Rapprochement des variations des produits récurrents, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Semestres clos les 30 juin						
	2021	2020	Total	Variation			
				Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Croissance interne
Produits récurrents							
Professionnels du droit	1 247	1 167	7 %	2 %	5 %	-	5 %
Grandes sociétés	595	563	6 %	1 %	5 %	-	5 %
Fiscalité et comptabilité	310	294	6 %	(1) %	6 %	-	6 %
3 grands secteurs pris collectivement	2 152	2 024	6 %	1 %	5 %	-	5 %
Reuters News	288	283	2 %	2 %	-	-	-
Total des produits récurrents	2 440	2 307	6 %	1 %	5 %	-	4 %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations des produits tirés des transactions, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Semestres clos les 30 juin						
	2021	2020	Total	Effet du change	Variation		
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Croissance interne
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	94	79	19 %	3 %	16 %	-	16 %
Grandes sociétés	137	133	3 %	-	3 %	-	3 %
Fiscalité et comptabilité	112	92	20 %	1 %	19 %	-	19 %
3 grands secteurs pris collectivement	343	304	13 %	1 %	11 %	-	11 %
Reuters News	40	27	48 %	5 %	43 %	1 %	42 %
Total des produits tirés des transactions	383	331	15 %	2 %	14 %	-	14 %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change¹⁾

(en millions de dollars américains, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin				
	2021	2020	Total	Variation	
				Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	285	254	12 %	2 %	10 %
Grandes sociétés	130	118	10 %	1 %	9 %
Fiscalité et comptabilité	72	54	32 %	1 %	32 %
3 grands secteurs pris collectivement	487	426	14 %	2 %	13 %
Reuters News	35	25	45 %	(21) %	66 %
Publications mondiales	56	54	2 %	3 %	(1) %
Charges liées au siège social	(76)	(26)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté consolidé	502	479	5 %	-	5 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	42,3 %	40,9 %	140 pb	-	140 pb
Grandes sociétés	37,2 %	35,9 %	130 pb	(30) pb	160 pb
Fiscalité et comptabilité	36,2 %	31,9 %	430 pb	(20) pb	450 pb
3 grands secteurs pris collectivement	39,9 %	38,1 %	180 pb	(10) pb	190 pb
Reuters News	20,8 %	15,6 %	520 pb	(300) pb	820 pb
Publications mondiales	37,9 %	40,5 %	(260) pb	20 pb	(280) pb
Charges liées au siège social	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Marge du BAIIA ajusté consolidé	32,7 %	34,1 %	(140) pb	(70) pb	(70) pb
Charges d'exploitation consolidées	1 036	929	11 %	3 %	8 %
Résultat ajusté par action consolidé	0,48 \$	0,44 \$	9 %	-	9 %

1) Les pourcentages de croissance et les marges du BAIIA ajusté sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change¹⁾

(en millions de dollars américains, sauf les marges et les montants par action)	Semestres clos les 30 juin				
	2021	2020	Total	Variation	
				Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	564	484	17 %	3 %	14 %
Grandes sociétés	276	235	17 %	-	17 %
Fiscalité et comptabilité	170	138	23 %	-	23 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 010	857	18 %	2 %	16 %
Reuters News	63	44	45 %	(20) %	65 %
Publications mondiales	113	117	(4) %	3 %	(6) %
Charges liées au siège social	(126)	(59)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté consolidé	1 060	959	11 %	1 %	10 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	42,1 %	38,8 %	330 pb	30 pb	300 pb
Grandes sociétés	37,7 %	33,8 %	390 pb	(20) pb	410 pb
Fiscalité et comptabilité	40,2 %	35,7 %	450 pb	10 pb	440 pb
3 grands secteurs pris collectivement	40,5 %	36,8 %	370 pb	20 pb	350 pb
Reuters News	19,2 %	14,1 %	510 pb	(270) pb	780 pb
Publications mondiales	38,9 %	40,5 %	(160) pb	30 pb	(190) pb
Charges liées au siège social	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Marge du BAIIA ajusté consolidé	34,1 %	32,8 %	130 pb	(30) pb	160 pb
Charges d'exploitation consolidées	2 054	1 946	6 %	3 %	3 %
Résultat ajusté par action consolidé	1,06 \$	0,92 \$	15 %	-	15 %

1) Les pourcentages de croissance et les marges du BAIIA ajusté sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Annexe C

Données trimestrielles (non audité)

Le tableau qui suit présente un résumé de nos résultats d'exploitation consolidés pour les huit trimestres les plus récents :

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les							
	30 juin 2021	31 mars 2021	31 déc. 2020	30 sept. 2020	30 juin 2020	31 mars 2020	31 déc. 2019	30 sept. 2019
Produits des activités ordinaires	1 532	1 580	1 616	1 443	1 405	1 520	1 583	1 413
Bénéfice d'exploitation	316	387	956	318	365	290	216	262
Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies	1 072	5 033	587	240	131	191	1 321	(72)
(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(4)	3	(25)	1	(5)	2	3	28
Bénéfice (perte) net	1 068	5 036	562	241	126	193	1 324	(44)
Bénéfice (perte) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 068	5 036	562	241	126	193	1 324	(44)
Résultat de base par action								
Lié aux activités poursuivies	2,16 \$	10,15 \$	1,18 \$	0,48 \$	0,26 \$	0,38 \$	2,64 \$	(0,14) \$
Lié aux activités abandonnées	(0,01)	-	(0,05)	-	(0,01)	0,01	0,01	0,05
	2,15 \$	10,15 \$	1,13 \$	0,48 \$	0,25 \$	0,39 \$	2,65 \$	(0,09) \$
Résultat dilué par action								
Lié aux activités poursuivies	2,16 \$	10,13 \$	1,18 \$	0,48 \$	0,26 \$	0,38 \$	2,63 \$	(0,14) \$
Lié aux activités abandonnées	(0,01)	-	(0,05)	-	(0,01)	0,01	0,01	0,05
	2,15 \$	10,13 \$	1,13 \$	0,48 \$	0,25 \$	0,39 \$	2,64 \$	(0,09) \$

Produits des activités ordinaires – Nos produits des activités ordinaires sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats. Toutefois, nos produits des activités ordinaires peuvent varier d'un trimestre à l'autre en fonction des lancements de produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. La pandémie de COVID-19 a bouleversé les tendances traditionnelles en ce qui a trait à certains de nos produits des activités ordinaires. Plus précisément, les produits des activités ordinaires du secteur Fiscalité et comptabilité au deuxième trimestre de 2021 ont bénéficié des produits liés au logiciel Pay-Per-Return en raison du report de la date butoir de dépôt des déclarations fiscales aux États-Unis, alors que les produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales ont profité du retour au travail d'un plus grand nombre de professionnels. En revanche, les produits des activités ordinaires du deuxième trimestre de 2020 ont subi le contrecoup des retards dans l'expédition de documents imprimés et du déplacement des produits liés au logiciel Pay-Per-Return en raison du report de la date butoir de dépôt des déclarations fiscales aux États-Unis. Les mouvements du change ont eu une légère incidence défavorable sur nos produits des activités ordinaires jusqu'au 31 décembre 2020. Les acquisitions et cessions d'entreprises n'ont pas influé sur nos produits des activités ordinaires de façon significative au cours de la période de huit trimestres.

Bénéfice d'exploitation – Notre bénéfice d'exploitation est aussi habituellement peu touché par le caractère saisonnier, la majorité de nos charges d'exploitation étant fixes. En conséquence, lorsque nos produits des activités ordinaires s'accroissent, nous devenons plus rentables et, inversement, lorsqu'ils diminuent, nous sommes moins rentables. En 2021, le bénéfice d'exploitation a subi le contrecoup des coûts engagés dans le cadre du programme de transformation et, en 2019, des coûts et investissements visant à repositionner notre société. Au troisième trimestre de 2019, le bénéfice d'exploitation a été avantagé par un profit important à la suite de la réévaluation des bons de souscription que nous détenions par le truchement de notre ancienne participation dans Refinitiv. En 2020, le bénéfice d'exploitation a été avantagé par la diminution des coûts résultant de l'achèvement du repositionnement de notre société en 2019 à la suite de la vente du secteur Activités financières et risque en octobre 2018 et, à compter du deuxième trimestre de 2020, par nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19. Au quatrième trimestre de 2020, le bénéfice d'exploitation a aussi été favorisé par un profit important à la vente d'une participation et un profit lié à la modification d'un régime de retraite.

Bénéfice (perte) net – Le bénéfice net du deuxième trimestre rend compte de l'accroissement de la valeur de notre participation dans LSEG. L'augmentation du bénéfice net au premier trimestre de 2021 s'explique par le profit découlant de la vente de Refinitiv à LSEG. Le bénéfice net au quatrième trimestre de 2019 est attribuable à un produit d'impôt différé de 1,2 G\$ lié à la restructuration de certaines activités à l'étranger.

Annexe D

Information financière complémentaire sur les garants

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière sommaire en lien avec la garantie intégrale et inconditionnelle accordée par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation (appelées les « filiales garantes »), à l'égard de tout titre d'emprunt émis par TR Finance LLC aux termes d'un acte de fiducie qui sera conclu entre Thomson Reuters Corporation, TR Finance LLC, les filiales garantes, Société de fiducie Computershare du Canada et Deutsche Bank Trust Company Americas. TR Finance LLC est une filiale indirecte en propriété exclusive de Thomson Reuters Corporation et a été constituée aux seules fins d'émettre des titres d'emprunt. TR Finance LLC n'a aucun actif ou passif d'importance, aucune filiale ni aucune activité commerciale qui lui est propre. La capacité de TR Finance LLC de payer des intérêts, des primes ou des charges d'exploitation ou d'honorer ses obligations dépendra du soutien financier de Thomson Reuters Corporation et des filiales garanties. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière résumée pour les éléments suivants :

- la société mère – à savoir Thomson Reuters Corporation, propriétaire direct ou indirect de l'ensemble de ses filiales;
- la filiale émettrice – à savoir TR Finance LLC;
- les filiales garantes, prises collectivement;
- les filiales non garantes – à savoir les autres filiales de Thomson Reuters Corporation qui ne garantissent pas les titres d'emprunt de TR Finance LLC, prises collectivement;
- les éliminations – à savoir les ajustements de consolidation;
- Thomson Reuters, après consolidation.

Les filiales garantes mentionnées ci-dessus comprennent les filiales en propriété exclusive indirecte consolidées suivantes de Thomson Reuters Corporation :

- Thomson Reuters Applications Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Fiscalité et comptabilité, et Grandes sociétés de la société;
- Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Fiscalité et comptabilité et Grandes sociétés de la société;
- West Publishing Corporation, qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Publications mondiales de la société.

Aux fins des tableaux de consolidation de l'information financière sommaire, Thomson Reuters Corporation comptabilise ses placements dans des filiales selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque les filiales sont membres d'un groupe consolidé aux fins des déclarations d'impôt, Thomson Reuters Corporation répartit la charge d'impôt conformément à l'entente de partage d'impôt, notamment en appliquant la méthode du pourcentage, selon laquelle les membres du groupe consolidé sont remboursés pour les pertes qu'ils subissent, peu importe s'ils ont la possibilité d'utiliser ces pertes de manière distincte. Nous estimons que cette répartition constitue une façon systématique et rationnelle de répartir les soldes d'impôt. Les ajustements nécessaires pour consolider les résultats de la société mère, des filiales garantes et des filiales non garantes sont reflétés dans la colonne « Éliminations ».

Ce mode de présentation ne vise à présenter la situation financière de Thomson Reuters Corporation et ses résultats d'exploitation à nulle autre fin que pour se conformer aux exigences de communication de l'information sur les garants. Les données présentées doivent être lues conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre et le semestre clos les 30 juin 2021, nos états financiers consolidés annuels de 2020, ainsi qu'avec notre rapport de gestion annuel de 2020, qui figure dans notre rapport annuel 2020.

Les tableaux de consolidation de l'information financière résumée ci-après sont fournis conformément aux exigences de l'article 13.4 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue qui porte sur les dispenses en faveur de certains émetteurs bénéficiant de soutien au crédit. Thomson Reuters Corporation a aussi choisi de fournir de l'information financière complémentaire conformément à l'article 13 de la Réglementation S-X, dans sa version adoptée par la SEC le 2 mars 2020 et qui figure dans le communiqué de la SEC n° 33-10762.

Les tableaux de consolidation de l'information financière sommaire ci-après ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'IASB et n'ont pas été audités.

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 30 juin 2021					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	1 049	853	(370)	1 532
Charges d'exploitation	(3)	-	(900)	(503)	370	(1 036)
Dotation aux amortissements						
des immobilisations corporelles	-	-	(17)	(25)	-	(42)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(5)	(117)	-	(122)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(12)	(18)	-	(30)
Autres profits d'exploitation, montant net	-	-	-	14	-	14
(Perte) bénéfice d'exploitation	(3)	-	115	204	-	316
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(39)	-	-	(10)	-	(49)
Autres produits (charges) financiers	13	-	-	(11)	-	2
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	29	-	(13)	(16)	-	-
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	102	167	-	269
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	1 092	-	1 092
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	1 068	-	5	77	(1 150)	-
Charge d'impôt	-	-	(25)	(264)	-	(289)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	1 068	-	82	1 072	(1 150)	1 072
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(4)	-	(4)
Bénéfice net	1 068	-	82	1 068	(1 150)	1 068
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	1 068	-	82	1 068	(1 150)	1 068

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 30 juin 2020					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	995	740	(330)	1 405
Charges d'exploitation	(5)	-	(863)	(391)	330	(929)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(17)	(26)	-	(43)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(6)	(112)	-	(118)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(14)	(16)	-	(30)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	-	-	(14)	94	-	80
(Perte) bénéfice d'exploitation	(5)	-	81	289	-	365
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(39)	-	(1)	(12)	-	(52)
Autres charges financières	(9)	-	-	(4)	-	(13)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	26	-	(13)	(13)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(27)	-	67	260	-	300
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(153)	-	(153)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	153	-	6	31	(190)	-
(Charge) produit d'impôt	-	-	(36)	20	-	(16)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	126	-	37	158	(190)	131
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(5)	-	(5)
Bénéfice net	126	-	37	153	(190)	126
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	126	-	37	153	(190)	126

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Semestre clos le 30 juin 2021					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	2 141	1 737	(766)	3 112
Charges d'exploitation	(5)	-	(1 854)	(961)	766	(2 054)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(33)	(55)	-	(88)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(10)	(228)	1	(237)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(25)	(36)	-	(61)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	-	-	(1)	32	-	31
(Perte) bénéfice d'exploitation	(5)	-	218	489	1	703
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(78)	-	(1)	(21)	-	(100)
Autres charges financières	(3)	-	-	(1)	-	(4)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	57	-	(25)	(32)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(29)	-	192	435	1	599
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	7 389	-	7 389
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	6 133	-	7	144	(6 284)	-
Charge d'impôt	-	-	(48)	(1 835)	-	(1 883)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	6 104	-	151	6 133	(6 283)	6 105
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(1)	-	(1)
Bénéfice net	6 104	-	151	6 132	(6 283)	6 104
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	6 104	-	151	6 132	(6 283)	6 104

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Semestre clos le 30 juin 2020					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	2 065	1 549	(689)	2 925
Charges d'exploitation	(8)	-	(1 801)	(826)	689	(1 946)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(33)	(50)	-	(83)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(12)	(218)	1	(229)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(27)	(33)	-	(60)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	-	-	(11)	59	-	48
(Perte) bénéfice d'exploitation	(8)	-	181	481	1	655
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(75)	-	(1)	(21)	-	(97)
Autres produits (charges) financiers	84	-	(1)	(49)	-	34
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	52	-	(25)	(27)	-	-
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	53	-	154	384	1	592
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(207)	-	(207)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	266	-	11	84	(361)	-
(Charge) profit d'impôt	-	-	(70)	7	-	(63)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	319	-	95	268	(360)	322
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(3)	-	(3)
Bénéfice net	319	-	95	265	(360)	319
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	319	-	95	265	(360)	319

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars américains)	30 juin 2021					Données consolidées
	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	-	350	1 989	-	2 342
Créances clients et autres créances d'exploitation	10	-	669	362	-	1 041
Créances d'exploitation intragroupe	3 520	-	304	3 750	(7 574)	-
Autres actifs financiers	-	-	5	72	-	77
Charges payées d'avance et autres actifs courants	1	-	207	217	-	425
Actifs courants	3 534	-	1 535	6 390	(7 574)	3 885
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	217	265	-	482
Logiciels, montant net	-	-	15	805	(1)	819
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 124	2 244	-	3 368
Goodwill	-	-	3 730	2 262	-	5 992
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	7 913	-	7 913
Autres actifs non courants	125	-	125	679	-	929
Créances d'exploitation intragroupe	223	-	-	778	(1 001)	-
Placements dans des filiales	18 988	-	185	4 154	(23 327)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 173	-	1 173
Total de l'actif	22 870	-	6 931	26 663	(31 903)	24 561
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	44	-	379	600	-	1 023
Passif d'impôt exigible	-	-	-	663	-	663
Produits différés	-	-	661	262	-	923
Dettes d'exploitation intragroupe	3 240	-	511	3 823	(7 574)	-
Autres passifs financiers	-	-	17	141	-	158
Passifs courants	3 284	-	1 568	5 489	(7 574)	2 767
Dette à long terme	3 806	-	-	-	-	3 806
Provisions et autres passifs non courants	3	-	64	860	-	927
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	223	(1 001)	-
Passif d'impôt différé	-	-	182	1 102	-	1 284
Total du passif	7 093	-	2 592	7 674	(8 575)	8 784
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	15 777	-	4 339	18 989	(23 328)	15 777
Total du passif et des capitaux propres	22 870	-	6 931	26 663	(31 903)	24 561

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	31 décembre 2020					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	-	359	1 425	-	1 787
Créances clients et autres créances d'exploitation	1	-	735	415	-	1 151
Créances d'exploitation intragroupe	3 406	-	245	3 298	(6 949)	-
Autres actifs financiers	-	-	5	607	-	612
Charges payées d'avance et autres actifs courants	1	-	212	212	-	425
Actifs courants	3 411	-	1 556	5 957	(6 949)	3 975
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	241	304	-	545
Logiciels, montant net	-	-	12	821	(3)	830
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 150	2 277	-	3 427
Goodwill	-	-	3 731	2 245	-	5 976
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	1 136	-	1 136
Autres actifs non courants	101	-	132	555	-	788
Créances d'exploitation intragroupe	245	-	-	778	(1 023)	-
Placements dans des filiales	12 854	-	175	4 056	(17 085)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 204	-	1 204
Total de l'actif	16 611	-	6 997	19 333	(25 060)	17 881
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	39	-	421	699	-	1 159
Passif d'impôt exigible	-	-	1	250	-	251
Produits différés	-	-	611	255	-	866
Dettes d'exploitation intragroupe	2 617	-	681	3 651	(6 949)	-
Autres passifs financiers	200	-	19	157	-	376
Passifs courants	2 856	-	1 733	5 012	(6 949)	2 652
Dette à long terme	3 772	-	-	-	-	3 772
Provisions et autres passifs non courants	3	-	72	1 008	-	1 083
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	245	(1 023)	-
Passif d'impôt différé	-	-	183	211	-	394
Total du passif	6 631	-	2 766	6 476	(7 972)	7 901
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	9 980	-	4 231	12 857	(17 088)	9 980
Total du passif et des capitaux propres	16 611	-	6 997	19 333	(25 060)	17 881

TABLEAU DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trimestre clos le 30 juin 2021						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(74)	-	123	413	-	462
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	-	-	(8)	(481)	-	(489)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	71	-	(97)	(190)	-	(216)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires	(3)	-	18	(258)	-	(243)
Trimestre clos le 30 juin 2020						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(65)	-	346	141	-	422
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	28	-	(9)	101	(213)	(93)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	40	-	(139)	(319)	213	(205)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des découverts bancaires	3	-	198	(77)	-	124

TABLEAU DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Semestre clos le 30 juin 2021						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(87)	-	183	746	-	842
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	-	-	(11)	386	(35)	340
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	87	-	(181)	(568)	35	(627)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires	-	-	(9)	564	-	555
Semestre clos le 30 juin 2020						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(101)	-	427	272	-	598
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(47)	-	(11)	(96)	(188)	(342)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	147	-	(303)	(157)	188	(125)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires	(1)	-	113	19	-	131